

Abonnements par la poste :

Edition quotidienne	
CANADA ET ETATS-UNIS	\$5 00
UNION POSTALE	8 00
Edition hebdomadaire	
CANADA	\$2 00
ETATS-UNIS	2 50
UNION POSTALE	3 00

Directeur: HENRI BOURASSA

LE DEVOIR

Rédaction et administration :

43, RUE SAINT-VINCENT

MONTREAL

TELEPHONES :

ADMINISTRATION: Main 7461

REDACCTION: Main 7460

FAIS CE QUE DOIS !

LA CRISE AMERICAINE

Paix ou guerre ?

La lutte est décidément engagée entre le Président des Etats-Unis et la fraction très considérable du peuple américain qui s'oppose à toute mesure de guerre.

La manœuvre victorieuse de M. La Follette et de ses compagnons "filibustiers", au Sénat, n'est en soi qu'un incident de minime importance. Beaucoup plus significative a été l'attitude, moins signalée par la presse, de la défunte Chambre des représentants. Avant d'envoyer au Sénat le projet de loi préparé par le gouvernement, l'immense majorité des représentants l'avait dépouillé des dispositifs généraux qui auraient permis au président de déclarer la guerre: elle n'avait laissé au chef de l'Etat que le pouvoir d'armer les navires de commerce pour leur seule protection. Et pourtant, cette majorité se composait principalement de républicains, la plupart acquis à la cause des Alliés et apparentés au groupe qui favorise la "préparation" armée de la nation. Si le parti le plus favorable à la guerre se montre si réservé, on peut en conclure à coup sûr que l'opposition à toute intervention dans la guerre européenne est puissante et considérable dans le pays.

Nos journaux sont remplis de longues dépêches où s'étalent complaisamment toutes les manifestations indignées contre l'attitude des "filibustiers" et, généralement, contre la propagande pacifiste. Le *Devoir* lui-même n'échappe pas à cette avalanche de nouvelles tendancieuses. Force nous est d'utiliser les seuls services de dépêches qui sont à notre disposition; et la plupart de ces services, tant pour les Etats-Unis que pour l'Europe, sont à la merci des influences impérialistes, anglaises ou pro-anglaises. A qui sait lire entre les lignes, il est tout de même facile de constater qu'un formidable courant d'opinion contraire s'exerce sur le président et le retient sur la pente de la guerre.

Ce courant, je me suis efforcé d'en faire saisir aux lecteurs du *Devoir* les éléments principaux. Il n'est pas inutile d'y revenir.

Le premier obstacle à l'intervention des Etats-Unis dans la guerre, c'est la rivalité des races qui composent la nation américaine. Entre ces groupes, issus de toutes les nations en guerre, l'accord n'était possible que dans la neutralité absolue de leur patrie d'adoption. Tant que M. Wilson est resté, aux yeux de tous, le champion de la neutralité pacifique, il a reçu l'appui moral d'un grand nombre d'Américains radicalement divisés entre eux sur les droits et les torts respectifs des deux coalitions européennes. Du moment qu'il opte pour la guerre, on même pour la simple neutralité armée, le président déclenche les démons de la discorde et se place entre deux feux.

Les dépêches qui nous arrivent des Etats-Unis, toutes favorables qu'elles sont au parti de la guerre, laissent percer les traces de la résistance. Le président et les membres des deux chambres du Congrès sont, paraît-il, inondés de protestations et de sommations "pro-allemandes". Si M. Wilson et les partisans de la guerre ou de la "neutralité armée" n'avaient à compter qu'avec les "pro-Allemands", leur situation ne serait pas inextricable. Mais au groupe puissant des germanophiles s'ajoute celui, plus considérable encore, des anglophobes. La haine ou la méfiance de l'Angleterre se sont singulièrement ravivées, aux Etats-Unis. Les Irlandais, naguère divisés en deux groupes — celui des modérés, partisans de Redmond, et celui des intransigeants, favorables à la résistance armée de l'Irlande — sont aujourd'hui unis en un bloc compact contre l'Angleterre. Redmond avait prédit ce résultat, lorsque le ministre Asquith le jura avec le cynisme que l'on sait. Un témoin compétent, non suspect de "déloyalisme", sir Edward Morris, premier ministre de Terre-Neuve, a répété l'avertissement, à Londres, la semaine dernière.

Il est peu probable que le ministère ultra-tory qui gouverne l'Empire aujourd'hui tienne compte de ces avis salutaires. Tentât-il quelque mesure partielle de justice et de libération en Irlande, il ne réussira pas à éteindre, aux Etats-Unis — ni ailleurs —, le sentiment d'indignation causé par le meurtre de Skiffington et la répression ultra-prussienne des émeutes de Pâques. Ces actes cruellement maladroits du gouvernement britannique ont singulièrement contrecaréné l'effet produit par l'exécution d'Edith Cavell et le torpillage du *Lusitania*. Le supplice de l'infortunée et courageuse infirmière était un acte stupide autant que barbare; mais du moins se justifiait-il également des dispositifs du code de guerre adopté par toutes les nations contre l'espionnage et les manœuvres secrètes en pays conquis. L'assassinat de Skiffington, innocent de toute participation à l'émeute, qu'il avait même déconseillée et combattu, est un crime et un acte d'idiotie sans l'ombre d'une excuse. Il n'en faut pas davantage pour expliquer la recrudescence des haines anti-anglaises aux Etats-Unis.

Quant aux déprédations meurtrières des sous-marins allemands, si propres à exciter la juste indignation des Américains, elles sont aussi, dans l'opinion d'un grand nombre, atténuées, sinon justifiées, par les recherches et les saisies opérées par la flotte anglaise. Sans doute, ces opérations géantes n'ont pas, jusqu'ici, causé de pertes de vie. Mais là-dessus, le chancelier d'Allemagne, dans son récent discours, a présenté un argument qui fortifie l'attitude des Américains pro-allemands ou anglophobes. Le gouvernement américain, dit en substance M. de Bethmann-Hollweg, a également protesté contre le blocus maritime décrété par l'Angleterre et le contre-blocus décidé par l'Allemagne; mais, en suite, il s'est soumis aux exigences de l'Amirauté britannique; et a concentré ses résistances contre les mesures de représailles prises par l'Allemagne. Si les Etats-Unis avaient maintenu la même attitude envers les deux pays, il n'y aurait eu aucune perte de vie, ou il y en aurait eu des deux côtés. Que les navires américains cherchent à résister aux visites des vaisseaux de guerre anglais, ou leur tirent dessus; et M. Wilson verra si les Anglais hésitent à les couler.

Ce plaidoyer spécieux s'adressait évidemment à l'opinion américaine pacifiste, ou germanophile, ou anglophobe. Il a porté.

Une dépêche "spéciale" à la *Gazette* note le regain d'activité des groupes opposés à la guerre. Un "comité d'urgence pour la paix" s'est formé à Chicago. Il renferme des noms comme ceux d'Amos Pinchot, de Randolph Bourne, de Max Eastman, de Windthrop Lane, qui n'ont rien de germanique.

Ce serait une profonde erreur de croire que seuls les Américains d'origine allemande ou irlandaise s'opposent à l'intervention des Etats-Unis dans la guerre.

Le sentiment favorable à la paix et à la neutralité est très fort chez les Américains de vieille souche, fidèles disciples de Washington et de la Doctrine Monroe. Ceux-là ont une répugnance invincible à se laisser entraîner, pour quelque cause que ce soit, dans les complications de la politique internationale ou simplement extra-américaine — au sens géographique du mot. Les commentateurs de la presse européenne sur les opinions récemment émises par le Président, au sujet des conditions d'après-guerre, ont donné un regain de vie à ce courant d'opinion traditionnelle. Il se fortifie de la réaction antimilitariste qui a suivi la guerre d'Espagne et la conquête des Philippines.

Ces causes principales, auxquelles s'ajoutent mille autres motifs d'ordre social ou économique, suffisent à expliquer la double préoccupation qui s'impose évidemment à M. Wilson: d'un côté, il s'applique à fortifier son dossier contre l'Allemagne; de l'autre, il apporte la plus grande réserve à s'engager davantage dans le sentier de la guerre.

La divulgation sensationnelle des démarches projetées de l'Allemagne au Mexique et au Japon répond à la première pensée du président. Mais, en ceci comme en toutes choses, la presse sensationnelle et jingo a dépassé la mesure et nu à l'action du Président. En criant trop tôt et

trop fort à la "trahison", elle a donné un point d'appui au plaidoyer de justification de l'Allemagne. Irrités et stimulés par les violences de leurs adversaires, les Américains germanophiles, ou simplement opposés à l'intervention, acceptent plus volontiers l'explication de Berlin: qu'il s'agissait de pures mesures préventives.

M. Wilson l'a évidemment compris. Son "message d'inauguration" ne renferme pas la moindre allusion au "complot" mexicain. Par contre, il est tout imprégné de l'autre préoccupation, celle de démontrer qu'il n'a en vue que la pacification générale du monde et l'établissement d'équales conditions de liberté et d'indépendance pour toutes les nations.

Ce message s'écarte singulièrement des déclarations antérieures à l'élection de novembre. Il n'est plus question d'Américains "à-trait-d'union". Au contraire, le président reconnaît que le caractère même de la nation américaine devait nécessairement donner naissance à mille courants divers d'opinion. "Nous sommes une nation composite et cosmopolite. Nous avons du sang de toutes les nations en guerre."

Mais le passage le plus remarquable, c'est celui où le Président définit de nouveau, en le résumant, la politique qu'il veut soutenir et faire triompher, "par la guerre ou par la paix":

"Toutes les nations ont un égal intérêt à vouloir la paix du monde et la stabilité politique des peuples libres [ou l'ordre politique fondé sur la liberté des peuples]. Elles sont également responsables du maintien [de ces conditions]."

"Le principe essentiel de la paix, c'est la réelle égalité de toutes les nations en toutes matières de droit ou de privilège."

"La paix ne peut dépendre, en sécurité ou en justice, d'un équilibre des puissances armées."

Voilà un coup droit aux impérialistes et aux jingos de tous les pays, partisans du fameux système "d'équilibre des puissances".

"Tous les pouvoirs équitables dérivent du consentement des gouvernés; et aucune autorité ne doit recevoir l'appui de la pensée, des desseins ou de la puissance collective de la communauté des nations."

Cela, c'est la banale révérence à la sainte Démocratie.

"La liberté et la sécurité des mers doivent être garanties à toutes les nations par des règles résultant d'un accord et d'un consentement communs; et, dans toute la mesure du possible, les mers doivent être également accessibles à tous."

"Les armements des nations doivent se limiter strictement aux exigences de l'ordre et de la sécurité nationale."

"La communauté d'intérêt et d'autorité dont la paix future devra nécessairement dépendre impose à chaque nation le devoir de prévenir et de réprimer avec une efficace rigueur toutes les tentatives de ses propres citoyens pour encourager et soutenir la révolution dans les autres Etats."

C'est là assurément un ensemble de principes et de règles d'action dont toutes les nations pourront faire leur profit. Une fois de plus, les gens qui n'ont pas la vue obscurcie par les entraînements ou les intérêts du moment, seront frappés de la ressemblance de ce programme avec celui dont le Souverain Pontife a tracé les grandes lignes. Puisse le Président des Etats-Unis trouver, au milieu du conflit des passions où il se meut, la force et les lumières nécessaires pour le tenir constamment à l'affiche du théâtre immense où se déroulent les péripéties de la plus effroyable tragédie des temps modernes.

Si le Canada, soit pour maintenir sa neutralité ou pour justifier une intervention raisonnable et raisonnée, s'était placé sur ce terrain, sa situation morale et matérielle serait autrement forte que celle qui lui est faite les impérialistes, les jingos, les suiveurs de tous les partis, et les théoriciens de l'obligation morale du Canada de se battre pour l'Angleterre, sans égard aux principes en jeu ni aux résultats, intérieurs ou extérieurs, de son intervention.

Il se passera encore du temps avant que nos "faux prophètes", nos "scribes" et nos "politiciens hypocrites" enseignent au peuple la notion de ses devoirs réels, de ses obligations véritables, éclairées et fortifiées par la conscience, la vérité et la justice. C'est tellement plus facile et plus profitable de suivre à l'aveugle et de hurler avec les loups!

Henri BOURASSA.

BILLET DU SOIR

LA CROIX DE BOIS

L'aviateur français venait de descendre son vingtième avion. Son appareil criblé de balles, les membres quasi gelés, il tournait au-dessus du champ de retour et s'abaissait sur le sol en une courbe gracieuse, frère des grands oiseaux du large capables de traverser l'Atlantique sans se poser sur la vague. De main, il recommencerait ses vols militaires au-dessus du territoire ennemi, poursuivrait ceux qui se lanceraient au devant de lui et, sûr de son tir, casserait les ailes à l'aviatic teuton.

Il n'avait aucun orgueil. Voler prestigieusement, des heures et des heures, mettre sa vie à la merci d'une panne de moteur, sentir que des canons le visaient, infaillibles, que des faucons au visage d'homme l'épiaient, derrière ses vols militaires, se dire que peut-être dans quelques heures son réservoir d'essence touché par une balle perdue se viderait ou flamberait, lui réservant une mort effroyable entre ciel et terre, rien de cela ne l'effrayait. Il volait pour la France, il mourrait pour elle; c'était son devoir. Que pouvait-on donc voir d'héroïque là-dessus?

Reposé, en congé pour quelques heures, l'aviateur s'en alla sur les boulevards parisiens, se distraire de son métier, se laver les yeux des scènes de carnage et de mort où il figurait. Car combien en avait-il vu, d'aviateurs partis du camp le matin, par derrière les lignes allemandes, foudroyés en plein vol, écrasés en une bouillie sanglante sur le sol? Demain peut-être sa propre tête à son tour sur la terre envahie de flammes, carbonisée. Qu'il importe! D'ici là, il goûterait un peu à la vie.

Sur le boulevard, des amis le hélèrent. Comme il va s'attabler, hé! qu'un tel fût le dernier exploit. Une jeune femme enthousiaste est là, qui se lève et s'exclame, voyant les décorations dont s'orne la poitrine du croix de guerre, la médaille militaire, mais vous les avez toutes, lieutenant. Quelle autre décoration pouvez-vous donc encore gagner?

"La croix de bois, madame", dit Guyonnet, s'inclinant. Ce mot, d'une philosophie profonde, sur quelles leçons eût-il été médité, sur celles de l'aviateur pensant sans cesse à la mort au cours de ses vols triomphants, et qu'elle surprendra peut-être au zénith le jour de son plus grand exploit?

NIEUPORT.

* Authentique.

LA FÉDÉRATION NATIONALE

CONFERENCE DE M. L'ABBE PERRIER

Les rapports des diverses institutions de charité, soumis hier après-midi, à la séance de la Fédération nationale, siégeant dans la salle de la bibliothèque Saint-Sulpice, ont fait ressortir la somme immense de bien qu'elles accomplissent trop obscurément chez nous. Le directeur de l'assistance municipale, M. Chevalier, croit que le public devrait être davantage au courant de leurs travaux et des résultats qu'ils donnent; il a mis à ce propos une idée du plus haut intérêt. M. Perrier, curé de la paroisse Saint-Enfant-Jésus, a fort opportunément défini le rôle de l'Etat et des sociétés de bienfaisance particulière, dans la dispensation du secours aux miséreux. Il a recommandé la formation d'un office central de charité qui assurerait la délimitation du terrain d'entente et du champ de collaboration entre l'assistance municipale et les œuvres privées. Mme Gerin-Lajoie a chaleureusement accueilli la proposition de M. Chevalier et celle de M. Perrier.

Voilà en résumé, pensons-nous, les traits saillants de cette deuxième séance de la Fédération, présidée, avec beaucoup de tact, par M. le curé de Saint-Jacques.

En outre, quelques-unes des collaboratrices de Mme Lajoie ont donné lecture de travaux, bien pensés et bien écrits, et, enfin, M. l'abbé Fautoux a prononcé ce que nous pourrions appeler l'éloge de la charité chrétienne, dans une allocution de forme très soignée, où il a laissé deviner l'ancien professeur d'éloquence.

La conférence de M. l'abbé Perrier constitue la pièce de résistance de l'après-midi.

C'est une leçon de philosophie à laquelle on va assister, dit en débutant le conférencier, et elle sera nécessairement austère, mais c'est la leçon que le professeur et la leçon que le philosophe ont à donner. Elle est soutenue et marquée qu'il a obtenu à bien prouver à M. Perrier qu'il avait su agréer la prétendue austérité de son cours.

Celui-ci expose ensuite la nécessité de la charité, qui a toujours existé et qui existera toujours, car il y a toujours eu et il y aura tou-

jours dans la société des riches et des pauvres, des gens qui ont trop et d'autres qui n'ont pas assez ou qui n'ont rien du tout. La pauvreté et la misère se peuvent rattacher à quatre causes principales: la maladie, les infirmités, la vieillesse, qui rendent inaptes au travail; la rareté du travail ou l'impossibilité totale de s'en procurer; l'insuffisance du salaire, surtout dans les moments de crise et de hausse du coût des vivres comme celui que nous traversons; et, enfin, il faut bien le dire, le vice, dont les plus fréquentes manifestations sont: l'ivrognerie, la débauche et la paresse.

Le besoin de la charité se fait donc sentir en tout temps; à cette nécessité correspond un devoir strict; l'homme vivant en société doit aide et secours à ses semblables. Sur l'existence de ce devoir, le conférencier n'insistera pas, car il s'adresse, dit-il, à une assemblée de chrétiens qui peuvent par leur conduite qu'elles le comprennent pleinement. C'est le Christ, reprend-il, qui a mis le pauvre en honneur et c'est Lui qui a enseigné aux hommes qu'ils étaient tous frères. Chez les païens, on commençait à avoir quelques notions de philanthropie, bien qu'il ne soit pas rare qu'on trouve chez leurs auteurs la négation de ce devoir. Chez les chrétiens, la situation est différente, la reconnaissance du devoir de la charité est née du sentiment bien entendu de son propre intérêt.

On secourt le pauvre, parce qu'on veut faire aux autres ce qu'on voudrait qu'ils nous fassent à nous-mêmes. On sait bien que les revers de fortune peuvent nous conduire à cet état d'abjection où nous aurons besoin à notre tour de l'aide et des aumônes de nos frères; mais, il y a plus que cela, nous pratiquons surtout le devoir de la charité parce que nous sommes tous frères, étant les membres d'un même corps dont le Christ est le chef.

Le conférencier est cependant d'avis que nous nous éloignons quelque peu de ce sentiment de fraternité qui s'épanouissait au temps de la primitive Eglise et il voudrait voir s'établir un courant plus fort de sympathie et de charité, de la fortune des riches vers la détresse des pauvres.

Nous avons donc le devoir de secourir nos semblables, mais de quelle façon? La charité des particuliers ne peut évidemment pas faire face à tous les besoins. On organise donc des sociétés de bienfaisance, mais, même au moyen de cette organisation, il reste encore des souffrances qui ne peuvent être soulagées, tant les besoins sont grands; de là la nécessité de l'intervention de l'Etat pour combler les déficits.

Quelle forme doit prendre cette intervention? Le monopole est un faux principe. Les catholiques protestent là contre avec raison parce qu'ils les privent de l'exercice du devoir de la charité et de la douceur qu'elle comporte. On peut donc recommencer la suppression des sociétés de bienfaisance. Jamais, en effet, l'Etat ne pourra donner aux pauvres l'attention et le soin qu'elles lui accordent. M. Chevalier l'a clairement établi, quand il a étudié les systèmes en vigueur dans les divers pays.

M. Perrier passe ensuite à la question de l'impôt pour fins de charité. Il croit, avec le P. Libérateur et le P. Antoine, que l'Etat a le droit de percevoir cet impôt, parce qu'il se substitue à ceux qui ne remplissent pas l'obligation morale de la charité.

Mais M. Perrier opte franchement pour le maintien de l'assistance privée à côté de l'assistance publique. Il croit que c'est de cette façon que la charité peut être le mieux exercée à condition que l'on délimite bien le champ d'action de l'une et de l'autre et que la seconde ne fasse qu'ajouter à la première.

Il est important, en effet, d'avoir des renseignements sur les besoins, de savoir à qui on donne pour qu'on ne donne pas, mais à propos, de remplacer l'aumône aveugle par le secours réfléchi. De là la nécessité d'organiser un office central des œuvres de charité, où pourront se faire l'entente et la délibération nécessaires pour arriver à une coopération intelligente avec l'Etat.

Ce bureau, M. Perrier croit qu'il existe déjà et qu'on peut en attendre les meilleurs résultats.

Le conférencier termine cette allocution que nous avons très imparfaitement analysée, en rappelant une parole de Thiers. Seul, a dit cet écrivain, le Christ a su donner un sens à la douleur, et c'est en effet de l'effusion du Christ que l'on peut attendre l'inspiration des œuvres qui aideront le plus au soulagement de l'humanité misérable.

Après M. Perrier, M. Albert Chevalier a fait la revue de l'organisation de la charité dans les divers pays de l'univers, et quand il en est venu à parler de Montréal, où il a la direction de l'assistance publique, il a exprimé le vœu que les diverses sociétés de bienfaisance s'unissent pour faire connaître davantage le bien qu'elles opèrent. La modestie, qui est une vertu chez les individus, n'en est plus une pour les sociétés de bienfaisance.

La dévouée présidente de la Fédération, Mme Gerin-Lajoie, a agréé avec le plus vif empressement l'idée de M. Chevalier et elle a annoncé qu'un comité de la Fédération s'occuperait spécialement de lui donner une adaptation pratique.

Louis DUPIRE.

M. DE LA BRUÈRE

L'ancien surintendant de l'instruction publique est décédé hier soir. Il avait quatre-vingts ans. Depuis deux ans à peine, la maladie l'avait écarté de ses onéreuses fonctions, sans réussir toutefois à l'arracher complètement au travail. Car M. de la Bruère a employé ses dernières forces à la rédaction d'un livre qu'il a eu la joie de terminer. C'est une histoire du Conseil de l'instruction publique dont la publication, espérons-le, ne sera point trop retardée.

M. de la Bruère aurait pu réclamer le titre de doyen des publicistes canadiens-français. Ses fonctions de surintendant de l'instruction publique l'avaient éloigné, ces dernières années, du champ de la discussion — c'est à peine si, en dehors de ses lettres, circulaires et discours officiels, il nous avait donné une brochure, fort remarquable, du reste: *Education et Constitution* — mais elles ne sauraient faire oublier aux journalistes qu'il fut très longtemps des leurs et qu'entre ses articles du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, il laisse, sur les sujets les plus variés, une quarantaine de brochures qui témoignent de sa grande activité intellectuelle. Il avait fait en 1858 ses premières armes littéraires, il a écrit en 1917 ses dernières pages: c'est une carrière qui a peu de parallèles chez nous.

Cet homme de plume était aussi un homme d'action. M. Boucher de la Bruère fut l'un des grands initiateurs en cette province d'une bienfaisante révolution économique. Son nom restera indissolublement lié aux débuts et aux progrès de l'industrie laitière.

C'est, tout naturellement, dans ses fonctions de surintendant que la jeune génération l'a surtout connu. Une parole autorisée résumera probablement ce qu'il a fait chez nous pour l'instruction publique. Mais nous voulons tout de suite signaler l'un des aspects les plus touchants de sa fin de carrière.

M. de la Bruère s'était passionné pour ces congrès de commissaires d'écoles, dont l'objet est d'intéresser à fond les parents scolaires, car la même dont notre loi affirme l'autorité immédiate sur l'école, de leur faire saisir toute la noblesse et l'importance de leurs fonctions, de les aider à les mieux remplir. Et c'était un émouvant spectacle que celui de cet homme de soixante-quinze ans parcourant la province entière — on l'a vu à Mont-Laurier même — pour dire aux braves gens que leurs amis venaient de choisir comme commissaires: Sachez bien quelle responsabilité pèse sur vos épaules, quelle autorité repose en vos mains... Il entraînait dans les détails les plus précis, en même temps qu'il portait à de grandes hauteurs la pensée de ses auditeurs. Sa parole les réconfortait, mais son exemple était plus puissant encore. Il soulignait avec une telle éloquence les conseils de l'horreur aux cheveux gris, si pleins d'expérience, si remplis d'une visible et profonde affection pour les petits.

C'est dans ces courses qui lui imposaient de lourdes fatigues — trop lourdes peut-être pour son âge, que démentait son apparente vigueur, mais qui n'en subsistait pas moins — que le vieux surintendant a presque épuisé ses dernières forces. Elles ajouteront à son image un trait qui la complète admirablement.

M. de la Bruère était le petit-fils de ce vieux Pierre Boucher dont la figure paternelle est l'une des plus belles de notre première histoire. On constatera que ses aptitudes propres, et dans un autre sens, il n'a pas démenti de son grand ancêtre, n'est pas un médiocre éloge à déposer sur sa tombe.

Et nous le devons, en toute sincérité.

Omer HEROUX.

LE CONCOURS DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Nous avons donné, lundi, l'article de M. Guy Vanier sur le concours poétique qu'organise la Saint-Jean-Baptiste. On nous saura gré de publier ici les "renseignements pratiques" que donnait en même temps le *Petit Canadien*: "Nous rappelons que le Secrétariat recevra les manuscrits des concurrents jusqu'au samedi, 31 mars.

Quatre prix seront décernés aux meilleures pièces: un prix de \$20.00, un prix de \$15.00, un prix de \$10.00 et un prix de \$5.00.

Des juges d'une compétence indiscutable et dont nous donnerons les noms dans le *Petit Canadien* de mars, feront l'examen des manuscrits.

Les manuscrits devront être signés d'un pseudonyme et accompagnés d'une enveloppe cachetée contenant le nom véritable et l'adresse de leur auteur, et portant à l'extérieur son pseudonyme.

La Société Saint-Jean-Baptiste se réserve le droit de publier dans le *Petit Canadien* les pièces primées ou qui recevront une mention honorable. Les autres manuscrits seront retournés dans le plus bref délai possible.

CAUSERIE MUSICALE.

LE RECITAL ZEMBALIST

Efrem Zembaïst a fait sa seconde visite à Montréal hier soir et, encore plus qu'à la première, il a montré qu'il n'a pas à craindre la comparaison avec les autres violonistes. Sans avoir la maturité du génie d'Ysaïe, ni la suprême distinction de Jacques Thibaud, il possède une sensibilité aiguë, bien supérieure à celle de son compatriote, Mischa Elman, qu'il égale dans son étonnant mécanisme.

Le programme qu'il a donné hier avait une valeur artistique qui manquait au premier. L'indigeste *Fantaisie Ecossaise* de Max Bruch, fort habilement écrite d'ailleurs pour le violon et la merveilleuse Sonate en la de César Franck en formaient les pièces de résistance, avec deux groupes de morceaux, dont le premier était formé d'un *Andante* extrait d'une Sonate de Beethoven et du Prélude de la 28e *Canzone* de Bach et le second comprenait une insignifiante *Gavotte* de sir Edward Elgar, une *Orientale* curieuse de sa propre composition, l'étourdissante *Danse Nègre* de Cyrille Scott et deux danses espagnoles de Sarasate. En outre Zembaïst a donné trois rappels dont *Le Cygne* du maître Saint-Saëns, délicieusement interprété.

Ce choix d'œuvres, assez divers, n'est pas satisfaisant tout le monde, a été applaudi à tout rompre.

M. Samuel Chotzinoff a accompli l'artiste avec son habileté coutumière, et a donné la pleine valeur de son talent de pianiste dans la Sonate de Franck.

Fréd. PELLETIER.

BLOC - NOTES

L'oléomargarine

Une des objections les plus répandues, dans certains milieux, contre l'usage de la margarine au Canada pendant la guerre, c'est qu'elle affecterait la fabrication du beurre et nuirait à cette industrie. Il faut croire que l'objection a plus ou moins de poids, puisque la France, la Belgique, l'Angleterre, l'Italie et presque tous les pays européens permettent l'usage de la margarine, de même que les Etats-Unis; et pourtant l'industrie laitière n'en souffre pas. Pour ce qui est du prix du beurre, la vente de la margarine ne lui nuit guère. Des statistiques du *Board of Trade* anglais démontrent qu'avant les hostilités, — en juillet 1914, — le beurre frais se vendait 29 sous et demi, et la margarine, 14 sous et demi la livre, en Angleterre, tandis que le premier s'y vendait en septembre dernier 43 sous et demi et la deuxième, 17 sous la livre. L'existence et la vente de la margarine en Angleterre n'ont pas empêché, on le voit, le prix du beurre d'y monter, elles ont simplement permis à celui qui ne peut plus acheter de beurre de le remplacer par un autre aliment. Il ne s'agit pas ici de vouloir substituer au beurre la margarine, dans les familles qui peuvent acheter le premier, mais simplement de permettre à ceux dont le budget domestique est trop mince pour qu'ils aient le beurre, d'acheter de la margarine à 18, 20 et même 25 sous la livre, en payant le premier de 45 à 50 sous la livre, attendant que le marché reprenne son aspect normal. Elle vaudra tous les mauvais beurres qui se dévalaient de 38 à 43 sous. Tout est là. Et il ne sert de rien de chercher à prendre la tangente. Prétendre que, si l'on permet ici la fabrication de la margarine pour le temps de la guerre, ce sera nuire à l'industrie laitière, c'est comme si l'on allait dire que conseiller aux ménages de servir plus de plats exposés aux tables canadiennes, c'est nuire à l'élevage du bétail. Ceux qui ne peuvent manger de la viande parce qu'elle coûte trop cher mangent du poisson. De même ceux qui ne sont pas assez riches pour s'acheter du beurre achètent la margarine. Ou serait le mal, du point de vue du consommateur, qui doit compter pour quel qu'un, lui aussi?

Cruautés

Une association américaine, la *National Consumers League*, proteste contre les cruautés auxquelles sont soumis les tout jeunes enfants à qui on fait tenir des rôles parfois importants dans les pièces montées pour les cinémas. Elle cite des cas où des bébés ont été exposés aux flammes, jetés à l'eau, tenus pendant des heures de temps aux rayons d'un soleil ardent, soumis à des chocs nerveux fréquents. Une revue catholique, *America*, avait déjà signalé l'exploitation de l'enfance par des entreprises de cinéma. On peut se convaincre de la vérité de ces dénonciations si l'on observe d'un peu près certaines pellicules dérolées même dans notre ville, pour peu qu'on soit habitué des salles où on en montre. L'exploitation du travail des adolescents ne suffisait pas aux gens qui veulent faire de l'argent; il fallait qu'on en vint à battre monnaie à même les bébés et les tout jeunes enfants. Le meilleur moyen de ramener à la raison les individus et les compagnies cupides à ce point, serait, à part de les punir sévèrement, de condamner leurs films. Ils auraient tôt fait de s'apercevoir alors qu'il n'y a rien à gagner à vouloir abuser de l'enfance et des parents prêts à exposer leurs fils au danger pour un peu d'argent.

G. P.

1 "Les Etats-Unis et la guerre" — *Devoir* des 6, 7, 8 et 9 février.

2 Numéro du 6 mars.

LES CANADIENS

NOS SOLDATS
A L'ATTAQUE

PRES DE SEPT CENTS D'ENTRE
EUX SONT MIS HORS DE COM-
BAT AU COURS DE L'ENGAGE-
MENT DE LA SEMAINE DERNIE-
RE — DEUX COMMANDANTS
TROUVENT LA MORT.

Londres, 7. — En réponse à des
demandes de renseignements, les re-
présentants canadiens ont déclaré
qu'un important combat a eu lieu
dans la dernière moitié de la se-
maine dernière, que le nombre des
soldats canadiens mis hors de com-
bat s'élève à 700. Selon des informa-
tions venant de plusieurs sources, il
semble qu'une brigade canadienne a
dirigé une attaque, pour contribuer
à la grande poussée. Son objectif
était une hauteur importante, dont
les Français et les Allemands se
sont fureusement disputés la pos-
session, lors de phases antérieures
de la guerre. Les assaillants com-
ptaient 4 bataillons, respectivement
de Montréal, de Toronto, de Vancou-
ver et de Kootenay. L'ennemi a subi
de grandes pertes.

Le communiqué officiel canadien
dit que le principal événement de la
semaine dernière a été une incurs-
sion d'une plus grande envergure
que de coutume, il s'agit de fait
d'une opération secondaire, les as-
saillants se sont portés en avant sur
un front d'environ 2,000 verges et
ont pénétré dans les positions enne-
mies, jusqu'à une profondeur de 700
verges, à un endroit. Les Canadiens
se sont conduits dans toute cette af-
faire avec une grande bravoure et
ont fait 45 prisonniers, sans com-
pter les grands dégâts qu'ils ont en-
cassés dans les positions allemandes
et les pertes considérables qu'ils ont
infligées.

Les troupes chargées de l'opéra-
tion ont rencontré une vive résistan-
ce avant d'atteindre leur objectif.
Cet endroit "No Man's Land" n'est
qu'une suite de cratères. Au cours
de combats de plusieurs mois le ter-
rain a été complètement bouleversé.
Il s'élève légèrement vers les posi-
tions allemandes. Malgré cela, les
assaillants ont pu passer, et, malgré
une violente fusillade et le tir
des mitrailleuses, nos hommes
ont avancé, ont atteint et franchi la
ligne ennemie et ont détruit les abris
des Allemands en tuant les défen-
seurs.

La lutte la plus vive s'est engagée
près de la ligne d'aviation. C'est à cet
endroit que le lieutenant Kemball,
commandant du 4^e bataillon de la
Colombie-anglaise, a été tué, au fort
de la mêlée, en menant ses troupes
à l'assaut de la tranchée attaquée.
Le lieutenant-colonel Beckett,
commandant du 75^e bataillon de Toron-
to, a dirigé ses hommes tant qu'ils
n'eurent pas atteint tous leurs ob-
jectifs, mais il a été tué en rassem-
blant ses soldats éparpillés par les
cratères et les trous d'obus.

Après avoir passé une heure et
demie dans les lignes teutoniques,
causant beaucoup de dommages et
recueillant des renseignements pré-
cieux, nos troupes se sont retirées.
Pendant la retraite, l'ennemi a beau-
coup souffert du fait de notre bom-
bardement.

En sus de cette importante opéra-
tion, les Canadiens ont effectué avec
un succès marqué de petits coups de
main. Le 27 février, le 3^e bataillon de
l'après-midi, un détachement cana-
dien a pénétré dans les tranchées
ennemies, faisant 3 prisonniers et
bombardant 11 gîtes qui étaient
occupés.

Le lendemain, à gauche de ce dé-
tachement, un bataillon a fait une
incursion. Il a bombardé une tran-
chée sur une étendue de 200 verges
et 4 abris. Dans chaque cas, deux
Canadiens seulement ont été blessés.

Le 3 mars, la brigade dont la ligne
a été l'objet d'une incursion de l'en-
nemi, au début de la semaine, a ef-
fectué un coup de main qui a été
bien plus fructueux que celui des
Teutons. Un petit détachement a
traversé la région de "No Man's
Land", a pénétré dans les lignes en-
nemies, a bombardé une demi-douzaine
de gîtes et est revenu avec
10 prisonniers.

Par ce bref récit, on peut voir
qu'une activité continuelle a marqué
la semaine dernière. Au fur et à me-
sure que le temps s'améliore, l'acti-
vité augmente. L'artillerie canadienne
ne donne aucun répit aux Alle-
mands, et presque chaque soir, des
détachements font des incursions
dans ses positions.

L'EMPIRE

L'OUVERTURE DE
LA CONFERENCE

EN VUE DES ELECTIONS PRO-
BABLES, ON SUGGERE A L'AUS-
TRALIE DE SE NOMMER UN RE-
PRESENTANT AFIN D'EVITER
TOUT NOUVEAU DELAI.

Ottawa, 7. — Les autorités ici ne
peuvent encore dire si oui ou non
l'ouverture de la conférence de
guerre impériale sera ajournée com-
me résultat des changements poli-
tiques qui se sont produits en Aus-
tralie. Des câbles indiquent que le
conseil pourrait bien commencer
ses délibérations vers le milieu de
mars. Si cependant le conseil se
décide à attendre l'arrivée à Lon-
dres du premier ministre d'Australie,
on sera obligé de remettre l'étu-
de des problèmes à une date beau-
coup plus tardive qu'on ne croyait
d'abord. On suggère cependant que
vu que sir Robert Borden, sir Ed-
ward Morris et M. Massey sont en
Angleterre pour représenter res-
pectivement le Canada, Terre-Neuve
et la Nouvelle-Zélande et que le gé-
néral Smuts, du Sud-Africain est en
route pour la conférence, l'Australie
se nomme un représentant afin de
permettre l'ouverture de la confé-
rence sans plus de délai.

A tout événement le Parlement
canadien s'assemblera le 19 avril.

DECLARATION DE M. MASSEY

Londres, 7. — Le premier mi-
nistre Massey, de la Nouvelle-Zélan-
de, dans un discours qu'il vient de
prononcer, a déclaré que la confé-

ANGLETERRE

ON RÉCLAME
LE HOME RULE

MINISTRES ET DEPUTES AD-
METTENT LA GRAVITE DE LA
SITUATION. — LE PARTI OUV-
RIER DEMANDE QUE L'ON
REGLE CETTE QUESTION IM-
MEDIATEMENT. — CE QUE FE-
RA LE GOUVERNEMENT.

Londres, 7. — Le correspondant
parlementaire du Times écrit :
On attend avec un grand intérêt
et avec une grande anxiété le dé-
bat qui va s'engager, mercredi, à la
Chambre des Communes, au sujet
de la question irlandaise. Au cours
d'une récente discussion les mi-
nistres et les députés nationalistes
ont également admis la gravité de
la situation, il n'est resté survenu
depuis de nature à modifier cette
opinion.

La politique du gouvernement au
sujet de l'Irlande a été dès le début
une politique de conciliation basée
sur le maintien de la sécurité du
royaume et de l'unité de l'effort
de l'Empire, dans la guerre. Voilà
sans doute ce que dira le premier
ministre, dans le discours qu'on
attend de sa part dans les jours
qui suivent. Les difficultés de la si-
tuation en Irlande ne permettent
pas au gouvernement d'accepter la
résolution en faveur de l'octroi
immédiat du Home Rule, que M. T.
P. O'Connor présentera au nom du
parti nationaliste. Le gouvernement
désire autant que quiconque régler
à l'amiable le problème irlandais,
mais la situation ne s'y prête pas.
Le bruit s'est répandu que le gou-
vernement n'aurait une commis-
sion chargée d'amender le bill du
Home Rule et de fixer un temps
pour sa mise en vigueur, il semble
compris, toutefois, que le gouver-
nement ne recarde pas le temps
propice à un changement consi-
dérable de politique. Les ministres
n'accepteront pas la demande des
nationalistes par un non direct. Il
est probable qu'un ministre propo-
sera une motion disant que la
Chambre désire un règlement sans
faire violence à l'opinion d'un quel-
conque des usines de la Compagnie,
la première exposition éclata.
L'un de nous, arrivé depuis peu, se
disait réserviste de l'armée auto-
richienne ; il était très habile à ma-
nœuvrer les machines. C'est le seul
homme qui manquait à l'appel après
l'explosion ; depuis il n'est jamais
venu réclamer ses gages.

Le nègre a également reconnu
sans difficulté et sans hésitation les
autres compagnons de travail, sur
une photographie produite, la police
fera venir ces employés afin de les
confronter avec le prisonnier Kolb
et assurer davantage son identifica-
tion.

Plus tard, hier soir, le chef de po-
lice O'Brien, le commissaire Tenney
et le détective Woods, d'Edgewater,
N.J., ont reconnu Kolb, comme ce-
lui qu'ils recherchaient depuis quel-
ques semaines. Ils ont vu à plusieurs
reprises, le détenu flâner autour des
usines de munitions et dans les cou-
loirs du bureau de poste.

Après la confession de Schwartz,
Kolb a refusé de parler et dans sa
cellule a pris un air morose et dé-
fiant. De nouveau il a nié avoir pris
part à l'explosion de Kingsland, et
l'hôtelier Théodore Kemper, de
Newark, confirme cette dernière dé-
claration.

Après la confession de Schwartz,
Kolb a refusé de parler et dans sa
cellule a pris un air morose et dé-
fiant. De nouveau il a nié avoir pris
part à l'explosion de Kingsland, et
l'hôtelier Théodore Kemper, de
Newark, confirme cette dernière dé-
claration.

Porté tué au feu le sergent S. C.
MacFarlane, 4275, rue Dorchester.
Mort de ses blessures : P. G. Fos-
bre, 99, chemin Willow, Verdun,
Québec.
Dangereusement malade : Benja-
min Dupuis, Amherst, Nouvelle-
Ecosse.

L'autorité de l'article dont il s'agit,
qualifié de calomnie nationale,
le fait que Dillon est devenu le chef
de facto du parti nationaliste des-
pués que ces mots. En défendant
les rebelles, Dillon a accru le sen-
timent que les extrémistes ont de
leur importance. Si l'Irlande na-
tionaliste avait consacré toutes ses
ressources à la guerre elle eût
été écartée des plus formidables ob-
stacles qui s'opposent à un règlement
à l'amiable.

REUNION DES
JEUNES ROUGES

Ce soir à 8 heures, les Jeunes li-
béraux tiendront une assemblée dans
la salle du Bain Public. Plusieurs
orateurs y porteront la parole et on
formera une association de jeunes
libéraux qui sera la filiale de celle
déjà existante à Montréal.

rence impériale est distincte du ca-
binet impérial, mais qu'ensemble
ils constituent la plus grande avan-
ce dans les relations constitution-
nelles de la mère-patrie et des do-
minions.

Les projets qui seront proposés
veulent ou un parlement impérial
pour tout l'Empire ou un conseil im-
périal dont les décisions devraient
être ratifiées par les différentes
législatures. M. Massey croit qu'il
y aura un parlement local pour
chaque partie de l'Empire, le par-
lement impérial devant s'occuper ex-
clusivement des affaires impériales.

ETATS-UNIS

CONFESSION
D'UN BOCHE

LE COMPLICE DE KOLB RACON-
TE COMMENT DEVAIENT
ETRE DETRUITES LES USINES
FABRIQUANT DES MUNITIONS
POUR LES ALLIES. — L'EXPLO-
SION DE BLACK TOM.

New-York, 7. — Fritz Kolb, un Al-
lemand arrêté lundi à Hoboken, a
ouï des complots pour détruire des
usines de munitions de guerre ; c'est
le fait qui ressort avec évidence de
la confession écrite de Hans
Schwartz, jeune homme allemand,
complice de Kolb, arrêté hier, dans
une chambre du No 113 rue Hudson,
à Hoboken.

Dans sa confession, Schwartz dé-
clare que tous les plans avaient été
concertés et préparés avec soin en-
tre Kolb et lui-même, pour répéter
le désastre de Black Tom, le 5 mars.
Une déféction dans le mécanisme
des fusées a forcément retardé la
mise à exécution de leurs plans ; les
bombes qui devaient servir à faire
sauter les usines se sont celles que
la police a trouvées dans la chambre
de Kolb, à l'hôtel Commercial, à Ho-
boken, lundi dernier.

Plusieurs wagons chargés de mu-
nitions, sept chalands dans le port
d'Hoboken, partiellement remplis de
munitions destinées aux navires de
transport, un navire français et un
navire anglais, avaient tous été choi-
sis pour être détruits, a dit Schwartz.
Le jeune homme a nié absolument
avoir pris une part même indirecte
à l'explosion de Black Tom, ni même
à celle de Kingsland.

Aux quartiers généraux de la po-
lice, à Hoboken, hier après-midi, un
nègre du nom de Thomas Steele a
parfaitement identifié Kolb comme
un de ses compagnons de travail aux
usines de la Canadian Car and Found-
ry, de Kingsland, au moment de
l'explosion le 11 janvier dernier.
Steele a reconnu Kolb par une photo-
graphie publiée dans les journaux.

"Nous étions, dit-il, vingt-huit em-
ployés dans la chambre des machi-
nes des usines de la Compagnie, la
première exposition éclata.
L'un de nous, arrivé depuis peu, se
disait réserviste de l'armée auto-
richienne ; il était très habile à ma-
nœuvrer les machines. C'est le seul
homme qui manquait à l'appel après
l'explosion ; depuis il n'est jamais
venu réclamer ses gages."

Le nègre a également reconnu
sans difficulté et sans hésitation les
autres compagnons de travail, sur
une photographie produite, la police
fera venir ces employés afin de les
confronter avec le prisonnier Kolb
et assurer davantage son identifica-
tion.

Plus tard, hier soir, le chef de po-
lice O'Brien, le commissaire Tenney
et le détective Woods, d'Edgewater,
N.J., ont reconnu Kolb, comme ce-
lui qu'ils recherchaient depuis quel-
ques semaines. Ils ont vu à plusieurs
reprises, le détenu flâner autour des
usines de munitions et dans les cou-
loirs du bureau de poste.

Après la confession de Schwartz,
Kolb a refusé de parler et dans sa
cellule a pris un air morose et dé-
fiant. De nouveau il a nié avoir pris
part à l'explosion de Kingsland, et
l'hôtelier Théodore Kemper, de
Newark, confirme cette dernière dé-
claration.

Porté tué au feu le sergent S. C.
MacFarlane, 4275, rue Dorchester.
Mort de ses blessures : P. G. Fos-
bre, 99, chemin Willow, Verdun,
Québec.

Dangereusement malade : Benja-
min Dupuis, Amherst, Nouvelle-
Ecosse.

L'autorité de l'article dont il s'agit,
qualifié de calomnie nationale,
le fait que Dillon est devenu le chef
de facto du parti nationaliste des-
pués que ces mots. En défendant
les rebelles, Dillon a accru le sen-
timent que les extrémistes ont de
leur importance. Si l'Irlande na-
tionaliste avait consacré toutes ses
ressources à la guerre elle eût
été écartée des plus formidables ob-
stacles qui s'opposent à un règlement
à l'amiable.

Porté tué au feu le sergent S. C.
MacFarlane, 4275, rue Dorchester.
Mort de ses blessures : P. G. Fos-
bre, 99, chemin Willow, Verdun,
Québec.

Dangereusement malade : Benja-
min Dupuis, Amherst, Nouvelle-
Ecosse.

L'autorité de l'article dont il s'agit,
qualifié de calomnie nationale,
le fait que Dillon est devenu le chef
de facto du parti nationaliste des-
pués que ces mots. En défendant
les rebelles, Dillon a accru le sen-
timent que les extrémistes ont de
leur importance. Si l'Irlande na-
tionaliste avait consacré toutes ses
ressources à la guerre elle eût
été écartée des plus formidables ob-
stacles qui s'opposent à un règlement
à l'amiable.

Porté tué au feu le sergent S. C.
MacFarlane, 4275, rue Dorchester.
Mort de ses blessures : P. G. Fos-
bre, 99, chemin Willow, Verdun,
Québec.

Dangereusement malade : Benja-
min Dupuis, Amherst, Nouvelle-
Ecosse.

L'autorité de l'article dont il s'agit,
qualifié de calomnie nationale,
le fait que Dillon est devenu le chef
de facto du parti nationaliste des-
pués que ces mots. En défendant
les rebelles, Dillon a accru le sen-
timent que les extrémistes ont de
leur importance. Si l'Irlande na-
tionaliste avait consacré toutes ses
ressources à la guerre elle eût
été écartée des plus formidables ob-
stacles qui s'opposent à un règlement
à l'amiable.

Porté tué au feu le sergent S. C.
MacFarlane, 4275, rue Dorchester.
Mort de ses blessures : P. G. Fos-
bre, 99, chemin Willow, Verdun,
Québec.

Dangereusement malade : Benja-
min Dupuis, Amherst, Nouvelle-
Ecosse.

L'autorité de l'article dont il s'agit,
qualifié de calomnie nationale,
le fait que Dillon est devenu le chef
de facto du parti nationaliste des-
pués que ces mots. En défendant
les rebelles, Dillon a accru le sen-
timent que les extrémistes ont de
leur importance. Si l'Irlande na-
tionaliste avait consacré toutes ses
ressources à la guerre elle eût
été écartée des plus formidables ob-
stacles qui s'opposent à un règlement
à l'amiable.

Porté tué au feu le sergent S. C.
MacFarlane, 4275, rue Dorchester.
Mort de ses blessures : P. G. Fos-
bre, 99, chemin Willow, Verdun,
Québec.

Dangereusement malade : Benja-
min Dupuis, Amherst, Nouvelle-
Ecosse.

L'autorité de l'article dont il s'agit,
qualifié de calomnie nationale,
le fait que Dillon est devenu le chef
de facto du parti nationaliste des-
pués que ces mots. En défendant
les rebelles, Dillon a accru le sen-
timent que les extrémistes ont de
leur importance. Si l'Irlande na-
tionaliste avait consacré toutes ses
ressources à la guerre elle eût
été écartée des plus formidables ob-
stacles qui s'opposent à un règlement
à l'amiable.

Porté tué au feu le sergent S. C.
MacFarlane, 4275, rue Dorchester.
Mort de ses blessures : P. G. Fos-
bre, 99, chemin Willow, Verdun,
Québec.

Dangereusement malade : Benja-
min Dupuis, Amherst, Nouvelle-
Ecosse.

L'autorité de l'article dont il s'agit,
qualifié de calomnie nationale,
le fait que Dillon est devenu le chef
de facto du parti nationaliste des-
pués que ces mots. En défendant
les rebelles, Dillon a accru le sen-
timent que les extrémistes ont de
leur importance. Si l'Irlande na-
tionaliste avait consacré toutes ses
ressources à la guerre elle eût
été écartée des plus formidables ob-
stacles qui s'opposent à un règlement
à l'amiable.

Porté tué au feu le sergent S. C.
MacFarlane, 4275, rue Dorchester.
Mort de ses blessures : P. G. Fos-
bre, 99, chemin Willow, Verdun,
Québec.

Dangereusement malade : Benja-
min Dupuis, Amherst, Nouvelle-
Ecosse.

LES POTAGERS

LA CULTURE
INTENSIVE

FORMATION D'UNE NOUVELLE
ASSOCIATION DANS LE BUT DE
DIMINUER LE COUT DE LA VIE
PAR LA CULTURE DES TER-
RAINS VAGUES. — LES DIFFE-
RENTS COMITES.

Une centaine de citoyens de Mont-
réal se sont réunis hier soir à l'im-
meuble Dandurand pour former une
association destinée à diminuer le
coût de la vie par la culture inten-
sive des terres de la banlieue et des
terrains vagues de Montréal.

Ces personnes convoquées par MM.
J.-S. Brierley, ancien directeur du
"Montreal Herald", et U.-H. Dandurand,
ont adopté une constitution, sous
le nom de "Comité de culture de
Montréal", filiale de la Commis-
sion du Service national, et leurs
officiers et formés différents comités.

Le choix fut forcément restreint,
puisque tous les détails d'adminis-
tration et de régie avaient été préli-
minairement fixés par les directeurs
de la nouvelle association, qui s'é-
taient d'abord eux-mêmes choisis et
nommés.

M. J. H. Sherrard, président de
l'Association des manufacturiers, fut
nommé président honoraire.
Et le comité exécutif se compose
des membres suivants : Présidents
conjoint, J. S. Brierley et U. H.
Dandurand ; vice-présidents, Fred
Ibrahim et Edmond Monet ; secré-
taire, Dr W. H. Atherton. Le tréso-
rier n'a pas été encore choisi, parce
que MM. Brierley et Dandurand n'ont
pas obtenu de réponse définitive d'un
citoyen, financier bien connu.

On a formé ensuite les comités
suivants :
Comité des fermes et terres : MM.
J. N. Greenshields et L.-J. Tarte,
présidents, et MM. D. A. Lafortune,
M. P. C. H. Godfrey, E. Gohier, R.
Broder, G. Hogg, Thomas Hannan,
Andrew J. Daves, M. Van Brussel,
M. de Gaspé Beaubien, D. A. Camp-
bell, E. Lafleur, C. R. T. B. Macau-
d, Dr H. de Lottbinière Harwood,
J. Auguste, Richard, Donat, Rai-
mond, John Quinlan, M. A. Phelan,
J. N. Drummond, G. Foster, Harold
Morgan, James Currie, E. R. Décar-
y, Adélard Fortier, J. A. Beaudry,
Dr Brissou, H. L. Thomas, D. For-
bes Angus, M. Marsan, du collège
d'Okla, et le principal Harrison, du
collège MacDonald.

Comité des terrains vagues : MM.
Fred Abraham et E. Monet, prési-
dents, et MM. de Lottbinière Ainey,
E. Bernardet, A. J. Bowles, J. For-
tier, G. Franca, U. H. Dandurand,
Hamilton Ferns, le chef Campeau,
le chef Tremblay, J. Henderson, J.
McKenna, V. Morin, A. Gaboury, L.
J. Gaboury, A. Robertson, A. An-
gers, J. Ballantyne, R. Brodie, G.
Dobbin, J. E. Doane, J. R. Gardiner,
Thomas Jones, E. Latier, J. C. La-
broque, A. C. Matthews, A. P. W.
McLagan, F. W. Stewart, A. B.
Ware, R. Bédard, L. Lande et J. P.
Anglin.

Comité de finance : M. O. S. Per-
rault, président, et MM. James Cleg-
horn, Rodolphe Bédard, le sénateur
Beaubien, le sénateur Dandurand,
Percy Cowans, Michael Hirsch, Lu-
phy Holden, A. R. Doble, G. A. Si-
mond, J. W. McConnell, A. D. An-
derson, E. C. Matthews, J. For-
tier, Arthur Berthiaume, G. A. La-
belle, Alphonse Racine et A. R.
Howell.

Cognité de publicité : MM. F. W.
Stewart et E. J. Lespérance, prési-
dents, et MM. E. Montel, O. S. Per-
rault, H. E. Fontaine, W. B. Somers-
et, H. A. Williams, D. M. Coghlin,
et les propriétaires et éditeurs de
journaux de Montréal.

Comité des municipalités : M. Jo-
seph Versailles, président, et MM.
Jérôme Décar, Dr J. J. Guerin, U.
D. Lighthall, J. Ballantyne, U. H.
Dandurand, Ludger Gravel, Dr Ron-
deau, J. J. A. Leclair, E. A. Phelan,
C. R., et les maires des municipalités.

Comité des dames : Mme L. Gérin-
Lajoie et Mme Dr F. R. England,
présidentes.

Comité des jardins : M. A. Co-
vert, président et les membres des
comités de "Nettoyage" de la ligue
d'embellissement.

Comité des municipalités : M. Jo-
seph Versailles, président, et MM.
Jérôme Décar, Dr J. J. Guerin, U.
D. Lighthall, J. Ballantyne, U. H.
Dandurand, Ludger Gravel, Dr Ron-
deau, J. J. A. Leclair, E. A. Phelan,
C. R., et les maires des municipalités.

Comité des dames : Mme L. Gérin-
Lajoie et Mme Dr F. R. England,
présidentes.

Comité des jardins : M. A. Co-
vert, président et les membres des
comités de "Nettoyage" de la ligue
d'embellissement.

Comité des municipalités : M. Jo-
seph Versailles, président, et MM.
Jérôme Décar, Dr J. J. Guerin, U.
D. Lighthall, J. Ballantyne, U. H.
Dandurand, Ludger Gravel, Dr Ron-
deau, J. J. A. Leclair, E. A. Phelan,
C. R., et les maires des municipalités.

Comité des dames : Mme L. Gérin-
Lajoie et Mme Dr F. R. England,
présidentes.

Comité des jardins : M. A. Co-
vert, président et les membres des
comités de "Nettoyage" de la ligue
d'embellissement.

Comité des municipalités : M. Jo-
seph Versailles, président, et MM.
Jérôme Décar, Dr J. J. Guerin, U.
D. Lighthall, J. Ballantyne, U. H.
Dandurand, Ludger Gravel, Dr Ron-
deau, J. J. A. Leclair, E. A. Phelan,
C. R., et les maires des municipalités.

Comité des dames : Mme L. Gérin-
Lajoie et Mme Dr F. R. England,
présidentes.

Comité des jardins : M. A. Co-
vert, président et les membres des
comités de "Nettoyage" de la ligue
d'embellissement.

Comité des municipalités : M. Jo-
seph Versailles, président, et MM.
Jérôme Décar, Dr J. J. Guerin, U.
D. Lighthall, J. Ballantyne, U. H.
Dandurand, Ludger Gravel, Dr Ron-
deau, J. J. A. Leclair, E. A. Phelan,
C. R., et les maires des municipalités.

Comité des dames : Mme L. Gérin-
Lajoie et Mme Dr F. R. England,
présidentes.

Comité des jardins : M. A. Co-
vert, président et les membres des
comités de "Nettoyage" de la ligue
d'embellissement.

Comité des municipalités : M. Jo-
seph Versailles, président, et MM.
Jérôme Décar, Dr J. J. Guerin, U.
D. Lighthall, J. Ballantyne, U. H.
Dandurand, Ludger Gravel, Dr Ron-
deau, J. J. A. Leclair, E. A. Phelan,
C. R., et les maires des municipalités.

Comité des dames : Mme L. Gérin-
Lajoie et Mme Dr F. R. England,
présidentes.

Comité des jardins : M. A. Co-
vert, président et les membres des
comités de "Nettoyage" de la ligue
d'embellissement.

Comité des municipalités : M. Jo-
seph Versailles, président, et MM.
Jérôme Décar, Dr J. J. Guerin, U.
D. Lighthall, J. Ballantyne, U. H.
Dandurand, Ludger Gravel, Dr Ron-
deau, J. J. A. Leclair, E. A. Phelan,
C. R., et les maires des municipalités.

Comité des dames : Mme L. Gérin-
Lajoie et Mme Dr F. R. England,
présidentes.

L'AGRICULTURE

OPPOSÉS AUX
SUBSTITUTS

LES DIRECTEURS DE LA SOCIÉ-
TE D'INDUSTRIE LAITIÈRE SE
PRONONCENT CONTRE LA FA-
BRICATION DE L'OLEO-MARGA-
RINE OU DE TOUT AUTRE
SUBSTITUT DU BEURRE. —
L'EXPLOITATION.

Les directeurs de la Société d'In-
dustrie laitière de la province de
Québec, réunis en assemblée spé-
ciale à l'hôtel Queen, hier après-
midi et hier soir, se sont franchement
opposés à l'introduction de l'oleo-
margarine sur le marché cana-
dien. Dans une résolution éner-
gique, ils ont protesté contre le
projet d'abolir l'amende de \$400
imposée sur la fabrication et la ven-
te de ce produit, substitut du beu-
re, et déclaré qu'une telle mesure
ruinerait l'industrie laitière, riches-
se actuelle de la province, et nuirait
considérablement au développe-
ment de l'agriculture.

Voici le texte de la résolution,
adoptée à l'unanimité :
1^o—Considérant que les graisses
ou huiles entrant dans la compo-
sition de l'oleo-margarine que l'on
demande d'introduire au Canada n'ont
pas, d'après les plus hautes autori-
tés scientifiques, la valeur nutritive
de la graisse naturelle du lait et
possèdent même des propriétés nu-
isibles ;

NOUVELLES DU MATIN ET DE L'AVANT DERNIERE HEURE

LES ALLIÉS À PETROGRAD

DES DECISIONS DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE ONT ETE PRISES A LA RECENTE CONFERENCE ET LES RESULTATS SE FERONT SENTIR LONGTEMPS.

New-York, 7. — Le correspondant de la "Tribune" à Londres, a câblé ce qui suit, hier soir: La récente conférence tenue par les Alliés à Petrograd n'a pas été sensationnelle, mais les délégués ont pris des décisions de la plus haute importance. C'est la première fois, depuis le début de la guerre, que des représentants des alliés occidentaux de la Russie aient pu conférer avec les autorités de ce pays, la première mission dirigée par lord Kitchener ayant péri en mer.

Par ce temps de rapides changements, il est de la plus grande importance d'en venir à des décisions, et c'est là une tâche très difficile quand il faut compter sur le télégraphe. Les chefs des pays de l'Entente ayant fait un échange de vues, une plus grande unité d'action et une plus grande coordination de l'effort des Alliés sont à prévoir. La conférence de Rome a marqué une étape importante, et celle de Petrograd portera des fruits dans un avenir prochain. Elle n'entraînera pas un changement de politique sensationnel, mais elle établira une coopération plus étroite et les résultats se feront sentir longtemps.

Les délégués ont discuté des questions importantes d'ordre économique, financier et militaire. Le vicomte Milner, membre du conseil de guerre anglais, et chef de la mission qui s'est rendue à Petrograd, a communiqué aujourd'hui ses vues sur la situation en Russie. Il fait montre du plus grand optimisme sur la possibilité de la victoire des Alliés. Les Russes semblent être d'accord au sujet du fait que la guerre se continue jusqu'à la victoire, à-t-il dit. La question n'affecte pas la poursuite de la guerre jusqu'au bout, mais les moyens les plus efficaces de continuer les hostilités. Cette question est le pivot de toutes les difficultés intérieures de la Russie.

Ce pays est placé en face d'obstacles particuliers. Isolé de ses alliés de l'ouest par les blocs des empires centraux, il est réduit presque entièrement à ses propres ressources qui sont énormes et presque inépuisables, mais qui ne sont pas organisées aussi parfaitement que celles de la Grande-Bretagne et de la France. La Russie a aussi peu accès aux produits étrangers. Pour elle ce n'est pas une question de vouloir vaincre ou mourir de force. Nous sommes allés à Petrograd pour discuter des projets de plus grande unité, pour étudier les difficultés spéciales dans lesquelles se débat la Russie et pour lui offrir notre concours pour ce qui est d'alléger son fardeau financier. Parlant, nous avons reçu un accueil des plus cordiaux. La plus grande sympathie a régné.

Avez-vous observé quelque changement dans la situation générale durant votre absence d'un mois de l'Angleterre? ai-je demandé à lord Milner.

"On a abattu énormément de besogne, a-t-il répondu. Notre succès de Kut-el-Amara est des plus encourageants. Je crois que le résultat aura une longue portée, mais je ne veux pas faire de prophétie."

LA SAINT-PATRICE A QUEBEC

PAS DE PROCESSION. — UNE MESSE PONTIFICALE.

(De notre correspondant)

Québec, 7. — Les Irlandais de Québec s'apprent à célébrer avec autant d'éclat que par les années passées la Saint-Patrice. On a décidé qu'il n'y aura pas cette année de procession. Une messe pontificale à laquelle S. E. le cardinal Bégin officiera aura lieu à 10 heures, samedi, le 17, dans l'église Saint-Patrice, à l'issue de laquelle la population irlandaise présentera ses hommages au cardinal. Dans l'après-midi et le soir, des réjouissances auront lieu à l'Edithoum. On représentera "Kerr Caw". L'Institut littéraire Saint-Patrice qui a pris l'initiative de la célébration, a décidé de verser toutes les recettes de la journée pour aider la construction de la nouvelle église Saint-Patrice, sur la Grande-Allée.

LE PRIEURÉ

par RENÉ BAZIN

Je vais vous raconter, me dit mon ami, une histoire bien simple, mais dont je demeure ému.

La maison n'était rien; l'enclos était peu de chose. Et, cependant, que de souvenirs sont nés là, les nôtres, ceux des générations précédentes! Et que ce serait curieux si les souvenirs avaient vraiment des ailes, comme les poètes l'ont dit! On verrait des troupes d'oiseaux venir du même lointain, chaque jour, au même lieu de pâture et de chanson, pauvre souvent et tel que personne ne comprendrait, eux exceptés, la raison qui les rend fidèles; on verrait de beaux domaines où l'un d'eux, seulement, passerait de loin en loin; on verrait leurs secrètes préférences pour l'habitation d'enfance et de jeunesse, pour les demeures espacées de la paix, et comment les âmes sont inégalement réparties par le monde, et presque toutes loin de chez elles et loin de l'heure présente.

La maison n'était rien: un gros

M. WILSON N'EST PAS PRESSÉ

ON INFORME LE PRESIDENT QU'IL PEUT ARMER LES NAVIRES SANS LE CONSENTEMENT DU CONGRES MAIS LE PRESIDENT VEUT EN RECEVOIR L'APPROBATION — PAS DE RUPTURE AVEC L'AUTRICHE.

Washington, 7. — Quelques fonctionnaires représentent aujourd'hui à M. Wilson qu'il peut légalement armer les navires de commerce, sans attendre l'octroi de pouvoirs expressés que le Congrès pourrait consentir au cours d'une session spéciale. Ils allèguent que la vieille loi adoptée en 1819 et défendant à un vaisseau marchand de faire feu "sur un vaisseau armé appartenant à une nation non en guerre avec les Etats-Unis" ne s'applique pas à la situation actuelle. Le président a entendu l'expression de cette opinion avec un vif intérêt. Il a indiqué qu'il recherche quelque moyen légal d'agir promptement, mais préfère l'approbation du Congrès.

La convocation d'une autre session du Congrès semble fort probable aujourd'hui. Les représentants et les sénateurs considèrent généralement que cette convocation ne se produira pas plus tard qu'en juin, vu des allusions faites, dit-on, par des personnages officiels qui touchent de près à M. Wilson. Abstraction

LA PROTECTION DE NOS FORETS

UNE ASSOCIATION EST FORMEE A QUEBEC POUR PREVENIR ET COMBATTRE LES INCENDIES.

(De notre correspondant)

Québec, 7. — Les détenteurs de limites à bois de la province se sont réunies hier, au Château Frontenac, pour jeter les bases d'une association pour la protection de la forêt contre le feu. L'association sera connue sous le nom de "Southern St. Lawrence Forest Protection Association", et elle s'occupera par les moyens possibles de prévenir les pertes considérables que cause, chaque année, à nos forêts, les incendies. On compte que les limites seront ainsi grandement épargnées.

L'assemblée d'hier a décidé de retenir les services d'un gérant possédant des connaissances approfondies sur la protection contre les incendies, afin d'organiser un service de protection efficace. Hier après-midi, les délégués à cette assemblée ont rencontré le ministre des Terres et le sous-ministre de ce département, pour demander l'aide du gouvernement qui leur a été assurée.

INVALIDES DE RETOUR DU FRONT

On attend ce soir, entre huit et neuf heures, à la gare Windsor, l'arrivée d'un fort contingent de soldats invalides de retour des lignes de combat. Les autorités militaires locales leur préparent une réception enthousiaste.

Au nombre de ces invalides on relève les noms des Canadiens-français suivants: Caporal R. Gravel, de Longueuil; E. Moreau, de Saint-Jean d'Iberville, P.Q.; J. Labrière, de Saint-Roch; J. Pichon; E. Audet; M. Fournier, H. Côté, E. Taupier, J. L'Huillier, caporal H. Gauthier, de Montréal.

VINGT MILLE KILOGRAMMES DE CAFE PERDUS

Amsterdam, 7, via Londres. — Selon le "Telegraaf" 20,000 kilogrammes de café appartenant à la Commission de secours belge ont été perdus lors d'un incendie qui a détruit un entrepôt à Hasselt. On a aussi perdu une certaine quantité d'autres provisions. Le journal rapporte aussi que deux personnes ont été déportées en Allemagne à cause de cet incendie.

PHARMACIEN A L'AMENDE

Le juge Lafontaine a condamné M. J. A. Godbout, pharmacien, à l'angle de la rue Craig et de la Côte de la Place d'Arme, à \$50 d'amende et les frais.

M. Godbout a négligé d'apposer un timbre de guerre sur un remède breveté.

LA PROTECTION DE NOS FORETS

UNE ASSOCIATION EST FORMEE A QUEBEC POUR PREVENIR ET COMBATTRE LES INCENDIES.

(De notre correspondant)

Québec, 7. — Les détenteurs de limites à bois de la province se sont réunies hier, au Château Frontenac, pour jeter les bases d'une association pour la protection de la forêt contre le feu. L'association sera connue sous le nom de "Southern St. Lawrence Forest Protection Association", et elle s'occupera par les moyens possibles de prévenir les pertes considérables que cause, chaque année, à nos forêts, les incendies. On compte que les limites seront ainsi grandement épargnées.

POUR COMBATTRE LES SUBMERSIBLES

COMMENT EST EQUIPE LE "CARMANIA" DE LA LIGNE CUNARD.

New-York, 7. — Ce matin, la Presse associée annonce ce qui suit: le navire marchand "Carmania" de la ligne Cunard qui est arrivé ici hier soir, venant de Liverpool, est sans contredit le transatlantique le plus efficacement équipé contre les attaques des sous-marins.

Le "Carmania" est le premier vaisseau muni de l'appareil fumivore récemment inventé par l'amiral anglais. Il a en plus un canon de 6 pouces.

Par la seule pression d'un bouton électrique sur le pont, l'officier en vigie peut faire renvoyer la fumée à travers des ventilateurs sis à bâbord et à tribord.

Le canon du "Carmania" est soutenu aux soins de trois artilleurs de l'armée navale, dont l'un est toujours en faction.

La rareté des cales et les risques découlant de la guerre sous-marine actuelle, ont fait augmenter le taux du fret et des assurances maritimes.

L'agence mercantile internationale a monté son taux sur le coton envoyé à Gènes sur le "Cretic", parti le 31 février, à \$5. Les taux de la semaine dernière étaient de \$3.25 à \$3.50.

Les taux des assurances maritimes dans le Royaume-Uni qui a été de 6 à 7 pour cent, est maintenant rendu à 8 pour cent et même à 10 pour cent quelquefois.

L'OCCASION FAIT LE LARRON

Un nommé Albert M... s'éprenait, il y a quelque temps, d'une nommée Alice...

Les deux jeunes personnes étaient en amour depuis déjà longtemps, et tout allait bien. Mais un jour, la jeune fille voulut reprendre son cœur, ce que l'on dit être légitime, et le jeune homme se cacha, ce que l'on dit être légitime.

Profitant de l'absence momentanée des parents de son amie, Albert, à l'aide d'une clef qu'il s'était fabriquée, pénétra dans leur domicile et prit tous les cadeaux. L'occasion faisait souvent le larron, il s'empara de divers autres objets. Alice a fait arrêter Albert, et le roman se dénoua devant le juge...

LA GUERRE AUX SOUS-MARINS

Rome, 7, via Paris. — On a publié un décret qui ordonne la réorganisation du système de protection des navires contre les attaques des sous-marins; un amiral en charge a été nommé à cet effet. On s'occupera, entre autres choses, de l'armement des vaisseaux marchands, et l'on donnera des récompenses en argent à ceux qui couleront ou mettront hors de combat un sous-marin ennemi.

LA CRISE DU PAPIER

Londres, 7. — (Câblogramme ru New-York Sun). — Les journaux de Londres souffrant de la crise du papier, disent que le public devra se contenter de journaux moins volumineux ou s'en passer tout à fait. Les départements de circulation travaillent aussi fort pour réduire leurs circulations qu'ils n'avaient jamais travaillé pour l'augmenter.

On parle de faire revivre la vieille coutume qui était en vogue autrefois parmi les lecteurs du Times. Il y a de cela des années, une copie du Times servait pour une demi-douzaine de familles. Ce mode de lire le journal faisait que l'abonnement coûtait moins à chacun des lecteurs.

restait de la plante, au ras du sol, une pincée de cendre brune.

Mais il y avait, pour compenser l'étroitesse de l'enclos et son aridité, il y avait le paysage: du sommet du coteau qui se prolongeait à droite et à gauche, tantôt découvert, tantôt boisé, toujours dentelé comme une falaise, nous dominions la rivière du Loir. Peut-être la connaissez-vous. Elle est de l'espèce lente, étroite et profonde, qui ne roule pas de sables, ne s'embarrasse pas d'îles, et coule le plus souvent entre des bords herbeux. A l'endroit où était bâti le Prieuré, elle n'avait guère plus de largeur qu'à sa source; un pêcheur de brochet la traversait en trois coups de rames; mais elle était le centre et la vie de toute une vallée verte, et d'immenses prairies, qui sont le feuillage des eaux, s'épanouissaient et frémissaient autour de son tronc bleu. On eût dit un lac desséché ayant encore un fossé en son milieu et dont les arbres, à l'horizon, presque en couronne, marquaient la rive ancienne. Le vent ne passait point là en chantant, comme au sortir des forêts, mais par larges marées, sans déchirure et sans cri, cherchant les voiles. Il portait un autre parfum que celui des moissons ou des guérets ouverts. Par lui,

ALLIANCE AVEC L'ANGLETERRE?

FORT D'UN EXTRAIT D'UN VOLUME AMERICAIN, LE VOSSISCHE ZEITUNG PRETEND QUE LES ETATS-UNIS SONT LIES A L'ANGLETERRE — LE PRESIDENT WILSON ET LA GUERRE SOUS-MARINE.

Berlin, 6, par voie de Londres, 7. (Câblogramme au New-York Times).

Afin de démontrer que les Etats-Unis ont contracté une alliance avec l'Angleterre, depuis quelques années, le Vossische Zeitung cite aujourd'hui un extrait du livre, de Roland G. Ussher, publié en mars 1915 par la compagnie Century:

"La politique véritable des Etats-Unis ne réside que dans une alliance assurée avec la reine des mers, qui, dans son propre intérêt, combattrait nos batailles défensives, et en échange de notre aide économique, étendrait nos ambitions légitimes jusqu'au Sud-Africain et en Extrême-Orient. Par un tel arrangement qui lie aujourd'hui les Etats-Unis et l'Angleterre, nous dominons dans l'hémisphère occidental, nous sommes propriétaires du canal de Panama et possesseurs des Philippines et nous exerçons une grande influence dans les affaires de l'Amérique latine."

Le Vossische Zeitung fait remarquer que dans la préface de son livre, le professeur Ussher appuie sur le caractère strictement impartial du volume et insiste sur le fait qu'il considère comme une représentation historique de la situation politique de la présente guerre, qui a donné naissance à une alliance anglo-américaine.

Seulement hier le Lokal Anzeiger a déclaré que le président Wilson était l'un des premiers hommes d'Etat qui ait jugé avec justesse le fait de la guerre sous-marine intensive, et qui ait employé toutes les mesures pour éloigner cette "fatale épreuve" de l'Angleterre; le journal ajoute que le président, "sachant qu'il ne peut plus longtemps s'écarter de sa ligne, se prépare à précipiter son pays dans le terrible conflit."

LES REVENUS DE L'ANGLETERRE

ILS SE LEVENT A £494,419,000. — LES DEPENSES.

New-York, 7. — D'une dépêche de Londres au Journal du Commerce: Le relevé hebdomadaire du revenu du gouvernement, jusqu'à samedi dernier, indique une recette de £22,125,000, et une dépense de £44,922,000. Les chiffres de toute l'année fiscale jusqu'à samedi dernier, donnent un revenu de £494,419,000 et une dépense de £1,955,476,000.

Parmi les principales sources de revenu, on remarque la taxe sur les profits qui a rapporté jusqu'ici la somme de £123,050,000, alors que Reginald McKenna, chancelier de l'échiquier dans le cabinet Asquith avait prédit, en l'imposant, qu'elle atteindrait pour toute l'année finissant le 31 mars, le chiffre de £80,000,000.

Le gouvernement a maintenant reçu une remise partielle de £605,500,000 du nouvel emprunt de guerre, de la part de la Banque d'Angleterre. Les bons du trésor non payés ont été réduits de £720,520,000 à £646,260,000.

Le marché financier a repris maintenant de la vigueur depuis la fin des souscriptions à l'emprunt de guerre.

RETRAITE FERME DES CHEVALIERS DE COLOMB

Une retraite fermée pour les Chevaliers de Colomb aura lieu à la Villa Saint-Martin, Abord-à-Plouffe, du jeudi soir, 15 mars, au lundi matin suivant.

Les membres des différents conseils de la province, les officiers supérieurs, sont instamment invités à prendre part à cette retraite. Ils doivent envoyer leur adhésion à M. J. B. Dupuis, 842, rue Saint-Hubert, Montréal, ou au Père Archambault, Villa Saint-Martin, Abord-à-Plouffe.

MORT DE M. B. DE LA BRUÈRE

L'ANCIEN SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUCCOMBE A UN CANCER A L'AGE DE 79 ANS. — C'ETAIT UN DESCENDANT D'UNE DE NOS PLUS VIEILLES FAMILLES

Québec, 7. — M. Pierre Boucher de la Bruère, ancien surintendant de l'instruction publique dans la province de Québec, est décédé, ici hier soir, des suites d'une longue maladie causée par un cancer à l'estomac.

Les funérailles auront lieu à Saint-Hyacinthe samedi matin après l'arrivée du train de Montréal.

Le départ de Québec aura lieu jeudi midi après un libre qui sera chanté à la Basilique. La dépouille mortelle repose en attendant au domicile du défunt, 18, rue Ste-Ursule.

M. Pierre Boucher de la Bruère était un descendant direct de Pierre Boucher, gouverneur des Trois-Rivières, arrivé au pays du temps de Champlain, en 1635.

Né à Saint-Hyacinthe le 5 juillet 1837, il était le fils de Pierre Boucher de la Bruère, médecin, et de Marie Hippolyte Boucher de la Broquerie, sœur de la mère de feu Mgr A. Taché, premier archevêque de Saint-Basile, il était le petit-fils du lieutenant-colonel Pierre René Boucher de la Bruère, un des héros de la bataille de Châteauguay en 1812, et de Charlotte Boucher de la Perrière, veuve de Germain Vassal, de Montréal, tué au siège de Québec en 1760. Il se mariait en 1861 à Marie Alice Victorine Leclerc, qui lui survit. Ils eurent 15 enfants dont 4 garçons et 5 filles qui vivent encore. Ce sont: Pierre-Edouard, cultivateur à Coaticook; Montmarville, ancien journaliste, directeur du bureau des archives fédérales à Montréal; La Broquerie, dentiste à Biddeford, Maine; Monbrun, fonctionnaire à la législature de Québec; Marie-Louise, épouse de Joseph T. Bergeron, marchand à Boston, Mass.; Alice, épouse du docteur René Fortier, à Québec; Angéline, épouse de M. Louis Lussier, avocat, conseiller du Roi à Saint-Hyacinthe; Augustine, épouse du docteur Louis Lemieux, dentiste à Québec; et Aline, épouse du docteur L. J. Pinault, de Campbellton, Nouveau-Brunswick.

Il laisse 46 petits-enfants vivants.

M. de la Bruère a fait ses études classiques au Séminaire de Saint-Hyacinthe, et ses études de droit à l'Université Laval de Québec.

Il fut journaliste de 1860 à 1895 au "Courrier" de Saint-Hyacinthe, dont il devint le rédacteur propriétaire en 1875. Appelé au Conseil législatif le 30 octobre 1877, il en fut le président pendant quatre termes, de 1882 à 1895. Il avait fait partie du ministère Chapleau en 1882. Le 5 avril 1895, il succéda à M. Gédéon Oulmet comme surintendant de l'instruction publique.

Il fut nommé délégué à l'exposition universelle de Paris de 1900 par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique pour y étudier sur place l'exposition scolaire et en faire un rapport qui fut publié en 1901.

Le défunt était chevalier-commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand; officier d'Académie; docteur ès lettres de l'Université Laval et de l'Université Bishop (Lennoxville); membre actif et officier de la Société du parler français, de l'Institut canadien de Québec, et de la société de Géographie de Québec. Il est l'auteur d'une foule de brochures politiques, sociales et religieuses. Il a fondé l'école d'Industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et fut président de la même société en 1882. La fondation de cette école a eu lieu après une vigoureuse campagne de presse et une série de conférences qui couvrirent toute la province de Québec.

On sait que c'est grâce à son initiative qu'on a commencé la fabrication du beurre et du fromage dans notre province, à Saint-Hyacinthe même dès 1870.

MORT DE M. B. DE LA BRUÈRE

L'ANCIEN SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUCCOMBE A UN CANCER A L'AGE DE 79 ANS. — C'ETAIT UN DESCENDANT D'UNE DE NOS PLUS VIEILLES FAMILLES

Québec, 7. — M. Pierre Boucher de la Bruère, ancien surintendant de l'instruction publique dans la province de Québec, est décédé, ici hier soir, des suites d'une longue maladie causée par un cancer à l'estomac.

Les funérailles auront lieu à Saint-Hyacinthe samedi matin après l'arrivée du train de Montréal.

Le départ de Québec aura lieu jeudi midi après un libre qui sera chanté à la Basilique. La dépouille mortelle repose en attendant au domicile du défunt, 18, rue Ste-Ursule.

M. Pierre Boucher de la Bruère était un descendant direct de Pierre Boucher, gouverneur des Trois-Rivières, arrivé au pays du temps de Champlain, en 1635.

Né à Saint-Hyacinthe le 5 juillet 1837, il était le fils de Pierre Boucher de la Bruère, médecin, et de Marie Hippolyte Boucher de la Broquerie, sœur de la mère de feu Mgr A. Taché, premier archevêque de Saint-Basile, il était le petit-fils du lieutenant-colonel Pierre René Boucher de la Bruère, un des héros de la bataille de Châteauguay en 1812, et de Charlotte Boucher de la Perrière, veuve de Germain Vassal, de Montréal, tué au siège de Québec en 1760. Il se mariait en 1861 à Marie Alice Victorine Leclerc, qui lui survit. Ils eurent 15 enfants dont 4 garçons et 5 filles qui vivent encore. Ce sont: Pierre-Edouard, cultivateur à Coaticook; Montmarville, ancien journaliste, directeur du bureau des archives fédérales à Montréal; La Broquerie, dentiste à Biddeford, Maine; Monbrun, fonctionnaire à la législature de Québec; Marie-Louise, épouse de Joseph T. Bergeron, marchand à Boston, Mass.; Alice, épouse du docteur René Fortier, à Québec; Angéline, épouse de M. Louis Lussier, avocat, conseiller du Roi à Saint-Hyacinthe; Augustine, épouse du docteur Louis Lemieux, dentiste à Québec; et Aline, épouse du docteur L. J. Pinault, de Campbellton, Nouveau-Brunswick.

Il laisse 46 petits-enfants vivants.

M. de la Bruère a fait ses études classiques au Séminaire de Saint-Hyacinthe, et ses études de droit à l'Université Laval de Québec.

Il fut journaliste de 1860 à 1895 au "Courrier" de Saint-Hyacinthe, dont il devint le rédacteur propriétaire en 1875. Appelé au Conseil législatif le 30 octobre 1877, il en fut le président pendant quatre termes, de 1882 à 1895. Il avait fait partie du ministère Chapleau en 1882. Le 5 avril 1895, il succéda à M. Gédéon Oulmet comme surintendant de l'instruction publique.

Il fut nommé délégué à l'exposition universelle de Paris de 1900 par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique pour y étudier sur place l'exposition scolaire et en faire un rapport qui fut publié en 1901.

Le défunt était chevalier-commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand; officier d'Académie; docteur ès lettres de l'Université Laval et de l'Université Bishop (Lennoxville); membre actif et officier de la Société du parler français, de l'Institut canadien de Québec, et de la société de Géographie de Québec. Il est l'auteur d'une foule de brochures politiques, sociales et religieuses. Il a fondé l'école d'Industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et fut président de la même société en 1882. La fondation de cette école a eu lieu après une vigoureuse campagne de presse et une série de conférences qui couvrirent toute la province de Québec.

On sait que c'est grâce à son initiative qu'on a commencé la fabrication du beurre et du fromage dans notre province, à Saint-Hyacinthe même dès 1870.

RETRAITE FERME DES CHEVALIERS DE COLOMB

Une retraite fermée pour les Chevaliers de Colomb aura lieu à la Villa Saint-Martin, Abord-à-Plouffe, du jeudi soir, 15 mars, au lundi matin suivant.

Les membres des différents conseils de la province, les officiers supérieurs, sont instamment invités à prendre part à cette retraite. Ils doivent envoyer leur adhésion à M. J. B. Dupuis, 842, rue Saint-Hubert, Montréal, ou au Père Archambault, Villa Saint-Martin, Abord-à-Plouffe.

MORT DE M. B. DE LA BRUÈRE

L'ANCIEN SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUCCOMBE A UN CANCER A L'AGE DE 79 ANS. — C'ETAIT UN DESCENDANT D'UNE DE NOS PLUS VIEILLES FAMILLES

Québec, 7. — M. Pierre Boucher de la Bruère, ancien surintendant de l'instruction publique dans la province de Québec, est décédé, ici hier soir, des suites d'une longue maladie causée par un cancer à l'estomac.

Les funérailles auront lieu à Saint-Hyacinthe samedi matin après l'arrivée du train de Montréal.

Le départ de Québec aura lieu jeudi midi après un libre qui sera chanté à la Basilique. La dépouille mortelle repose en attendant au domicile du défunt, 18, rue Ste-Ursule.

M. Pierre Boucher de la Bruère était un descendant direct de Pierre Boucher, gouverneur des Trois-Rivières, arrivé au pays du temps de Champlain, en 1635.

Né à Saint-Hyacinthe le 5 juillet 1837, il était le fils de Pierre Boucher de la Bruère, médecin, et de Marie Hippolyte Boucher de la Broquerie, sœur de la mère de feu Mgr A. Taché, premier archevêque de Saint-Basile, il était le petit-fils du lieutenant-colonel Pierre René Boucher de la Bruère, un des héros de la bataille de Châteauguay en 1812, et de Charlotte Boucher de la Perrière, veuve de Germain Vassal, de Montréal, tué au siège de Québec en 1760. Il se mariait en 1861 à Marie Alice Victorine Leclerc, qui lui survit. Ils eurent 15 enfants dont 4 garçons et 5 filles qui vivent encore. Ce sont: Pierre-Edouard, cultivateur à Coaticook; Montmarville, ancien journaliste, directeur du bureau des archives fédérales à Montréal; La Broquerie, dentiste à Biddeford, Maine; Monbrun, fonctionnaire à la législature de Québec; Marie-Louise, épouse de Joseph T. Bergeron, marchand à Boston, Mass.; Alice, épouse du docteur René Fortier, à Québec; Angéline, épouse de M. Louis Lussier, avocat, conseiller du Roi à Saint-Hyacinthe; Augustine, épouse du docteur Louis Lemieux, dentiste à Québec; et Aline, épouse du docteur L. J. Pinault, de Campbellton, Nouveau-Brunswick.

Il laisse 46 petits-enfants vivants.

M. de la Bruère a fait ses études classiques au Séminaire de Saint-Hyacinthe, et ses études de droit à l'Université Laval de Québec.

Il fut journaliste de 1860 à 1895 au "Courrier" de Saint-Hyacinthe, dont il devint le rédacteur propriétaire en 1875. Appelé au Conseil législatif le 30 octobre 1877, il en fut le président pendant quatre termes, de 1882 à 1895. Il avait fait partie du ministère Chapleau en 1882. Le 5 avril 1895, il succéda à M. Gédéon Oulmet comme surintendant de l'instruction publique.

Il fut nommé délégué à l'exposition universelle de Paris de 1900 par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique pour y étudier sur place l'exposition scolaire et en faire un rapport qui fut publié en 1901.

Le défunt était chevalier-commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand; officier d'Académie; docteur ès lettres de l'Université Laval et de l'Université Bishop (Lennoxville); membre actif et officier de la Société du parler français, de l'Institut canadien de Québec, et de la société de Géographie de Québec. Il est l'auteur d'une foule de brochures politiques, sociales et religieuses. Il a fondé l'école d'Industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et fut président de la même société en 1882. La fondation de cette école a eu lieu après une vigoureuse campagne de presse et une série de conférences qui couvrirent toute la province de Québec.

On sait que c'est grâce à son initiative qu'on a commencé la fabrication du beurre et du fromage dans notre province, à Saint-Hyacinthe même dès 1870.

Aucune Maladie de POITRINE ne résiste à l'emploi du VIN MORIN Creso-Phates

LE TONIQUE DES POUMONS parce qu'il exerce une action spécifique chez le poitrinaire. Il assure la suralimentation et la recalcification de l'organisme par les phosphates, et l'antiseptie par la créosote qu'il contient.

Quelques jours de traitement suffisent pour modifier l'expectoration, diminuer la toux, modifier les sueurs et la fièvre. Les fonctions digestives s'améliorent, et avec le retour de l'appétit, la nutrition devient plus florissante, le poids augmente, les forces et l'énergie reviennent. C'est donc le remède à employer dans tous les Rhumes et Toux Chroniques, Bronchites, Gripes, Catarrhes et autres Maladies des Voies Respiratoires.

Femmes et Jeunes Filles pâles et faibles, employez les Pilules Cardinales du Dr. Ed. Morin.

EN VENTE PARTOUT Dr. Ed. Morin & Co, Limitée, Québec, P. Q.

53 NAVIRES SONT RETENUS A N.-Y.

UNE DES SUITES DU BLOCUS ALLEMAND.

New-York, 7. — Comme résultat direct de la déclaration allemande du blocus des pays alliés (31 janvier), qui ferme aux neutres les ports anglais de Kirkwall et de Falmouth, 53 paquebots de nationalité américaine, suédoise, danoise, hollandaise et norvégienne, n'ont pu partir du port de New-York, ou s'ils l'ont quitté, sont immobilisés à Halifax pour un temps indéfini afin d'être examinés. Suivant des chiffres compilés ici aujourd'hui, par les autorités maritimes, si ces navires avaient accompli leur service régulier, ils auraient transporté 296,000 tonnes de cargaison. Quarante des navires auraient transporté des passagers et les malles des Etats-Unis.

Le pays le plus affecté est la Hollande. Les agents locaux des lignes battant pavillon hollandais déclarent aujourd'hui que 25 navires sont immobilisés à leurs quais ou à Halifax pour l'examen. Dix navires marchands neutres, désignés comme navires isolés, sont aussi retenus ici, attendant les ordres.

La ligne américaine, dont toute la flotte de paquebots, au nombre de six, est actuellement à New-York, laisse passer huit dates de départ. Tout le service de paquebots vers l'Europe a été suspendu, excepté pour les navires de l'Entente et de l'Espagne.

Voici les départs des navires de l'Entente pour les deux périodes du 29 décembre au 31 janvier et du 1er février au 5 mars:

Nationalité	29 déc.	1er fév.
Anglaise	110	100
Française	18	11
Japonaise	3	4
Italienne	3	5
Totaux	140	120

NOUVELLE PAROISSE

UN DEMEMBREMENT DE SAINT-JEAN-BAPTISTE DE QUEBEC SEMBLE PROCHAIN.

(De notre correspondant)

Québec, 7. — Il est fort possible qu'avant que le successeur du curé Beaudoin soit

Le temps qu'il fera

Neige ou pluie

MAXIMUM ET MINIMUM
Aujourd'hui maximum . . . 25
Minimum . . . 15
Même date l'an dernier . . . 33
Aujourd'hui minimum . . . 18
Même date l'an dernier . . . 10

BAROMETRE : 5 heures a.m., 30.43;
11 heures a.m., 30.40; 1 heure p.m., 30.35.

DEMAIN, JEUDI, 8 MARS 1917
Saint-Jean de Dieu, confesseur.
Lever du soleil . . . 6.29
Coucher du soleil . . . 5.55
Lever de la lune . . . 6.09
Coucher de la lune . . . 6.12
Dernier quartier de la lune, le 16,
à 7 heures 39 minutes du matin.

RESPECTUEUSES

SYMPATHIES

Les RR. PP. Eudistes et nos compatriotes acadiens viennent, pour la deuxième fois en très peu de temps, d'être très douloureusement éprouvés.

Le collège, d'abord fondé à Caracquette, rebâti à Bathurst, après un premier incendie, vient d'être détruit par un nouvel incendie.

Nous prions les RR. PP. Eudistes et toute la famille acadienne d'agréer, dans le malheur qui la frappe, l'expression de nos respectueuses sympathies.

LES REPONSES AU SERVICE NATIONAL

LES RETARDATAIRES AURONT JUSQU'AU 31 MARS POUR S'EXECUTER.

Le directeur du Service national nous fait tenir ce matin l'avis suivant:

En vertu de la "Loi des mesures de guerre, 1914", tous les hommes entre 16 et 65 ans, résidant au Canada, sont tenus de remplir et retourner une carte du Service national, dans les dix jours de la date de sa réception.

Tout individu qui a manqué à l'accomplissement de ce devoir est averti par les présentes que le délai pour le retour de la carte dûment remplie a été reculé jusqu'au 31ème jour de mars 1917, et qu'une carte du Service national et une enveloppe adressée peuvent être obtenues en s'adressant au maître de poste le plus rapproché.

(Signé) R. B. BENNETT,
Directeur général.

CONVENTION A NICOLET

LES CONSERVATEURS CHERCHENT UN CANDIDAT

Les conservateurs du comté de Nicolet ont décidé de tenir une convention à Bécancourt le 13 mars pour se choisir un candidat au fédéral.

On mentionne parmi ceux qui brigueront les suffrages de la convention M. W. Camirand, avocat, M. Henri Dufresne, notaire, M. J.-O. Courchesne, notaire, tous de Nicolet, et M. Aime Chassé, président de l'Association de la Jeunesse conservatrice de Nicolet.

Une grande assemblée suivra la convention et la trêve subira de nouveaux coups.

HECTOR BERNIER BLESSE AU FRONT

LE JEUNE ECRIVAIN EST ATTEINT DANS UN ENGAGEMENT.

Québec, 7. — Un message d'Ottawa à M. Camille Bernier, père, annonce que son fils, le lieutenant Hector Bernier, du 22e bataillon canadien-français, a été blessé dans un engagement le 1er mars dernier. La dépêche ne donne aucun détail sur les circonstances ni la nature de sa blessure.

Le lieutenant Hector Bernier s'est enrôlé à Val Cartier dans un régiment du troisième contingent, et fut versé ensuite au 22e régiment. Avant de s'enrôler, il a été employé à la bibliothèque d'Ottawa. Il est l'auteur de deux romans canadiens: "Au large de l'écueil" et "Ce que dit la flamme".

LEGER INCENDIE AU "SOLEIL"

L'EAU CAUSE DES DOMMAGES CONSIDERABLES.

Québec, 7. — L'établissement du "Soleil", côté de la Montagne, a été ravagé hier soir, vers 11 heures par un incendie. Le feu prit naissance entre les planchers et le plafond des premier et deuxième étages par suite, croit-on, d'une défectuosité des fils électriques. Les pompiers réussirent rapidement à circonscrire les flammes, mais des dommages considérables n'en furent pas moins faits par l'eau.

Le matériel put être suffisamment protégé pour permettre au "Soleil" de paraître ce soir, comme d'habitude. Les salles de rédaction qui se trouvent dans l'édifice voisin, n'ont pas eu à souffrir de l'incendie. Les dommages se chiffrent à une couple de milliers de dollars.

UN FREIN AUX COMPLEXES BOCHES

TOUTES LES MACHINATIONS MISES A JOUR.

Washington, 7. — Les autorités connaissent maintenant tous les complots allemands ourdis en ce pays pour fomenter des révolutions dans les Indes et qui remontent à plusieurs années avant la présente guerre européenne.

La ville de San Francisco avait été choisie comme l'un des centres d'opération des agents allemands durant la première partie de la guerre; mais les autorités ont réussi à mettre un frein aux activités de celui qui dirigeait l'exécution des complots à San Francisco; elles refusent de divulguer le nom de cet agent général.

ON A BESOIN

D'UN

DICTATEUR

AU CONGRES DE L'INSTITUT MI-
NIER, UN ORATEUR DEPLORE
LE MANQUE DE COORDINA-
TION DANS LES METHODES
GOUVERNEMENTALES. — UNE
ORGANISATION PLUS EFFEC-
TIVE.

La salle des conférences du Ritz-Carlton était ce matin comblée de membres de l'Institut minier canadien, à l'occasion de son 19ème congrès annuel, dont les séances se tiendront jusqu'à vendredi inclusivement. Toutes les conférences qui y seront données, tous les travaux qui ont été préparés à cette fin au long trait à l'étude de la situation spéciale, sinon anormale, où se trouve la Canada après la guerre, au point de vue de ses relations industrielles et des problèmes nationaux qu'il faudra nécessairement résoudre. La séance de ce matin a été consacrée à l'étude des questions de recherches et de préparations industrielles; celle de jeudi matin portera sur celles de métallurgie.

Les orateurs de la séance d'ouverture de ce matin ont été: M. Arthur Cole, président, E. P. Mathewson, le docteur Frank A. Adams, Arthur D. Little, C. V. Borless, le docteur David H. Brown, Gordon Spencer et H. E. Home.

M. Cole insiste sur la nécessité d'une cohésion et d'une organisation plus efficaces, des divers services fédéraux et déplore le manque de coordination dans les méthodes gouvernementales du pays. Rapprochant l'autorité suprême que l'Angleterre délègue aux cinq membres qui composent le conseil de guerre, l'orateur déclare que, quoique habitués à la liberté que leur assure la démocratie, les Canadiens seraient prêts à se soumettre au dictateur à qui ils reconnaîtraient la force et l'énergie d'organiser l'industrie minière.

Notre devoir présent, comme ingénieurs, dit M. Mathewson qui succède à M. Cole, est de fournir au Canada des statistiques que nous avons dressées de toutes les industries du pays et d'indiquer ainsi à notre gouvernement la conduite qu'il doit suivre dans l'œuvre de la préparation de la paix. Il propose donc que l'Institut recommande au gouvernement de former un bureau des statistiques composé des employés du bureau des mines, du ministère du Travail, du ministère du revenu de l'Intérieur, du Bureau de censure, etc., qui travailleraient à compiler toutes les données concernant les industries du Canada.

Les autres sujets traités ont été, par exemple, l'amélioration des relations industrielles, par M. Brown, et les possibilités de la fabrication du cyanure en Canada.

La séance de cet après-midi s'ouvre à 2 h. 30.

LA CLOTURE DES ASSISES

ON S'ATTEND A CE QUE'ELLE AIT LIEU A LA FIN DE CETTE SEMAINE.

James Brennan et Stanislas Juzeau, tous deux inculpés d'avoir battu et volé M. Huot dans son restaurant, ont été trouvés coupables, hier, par les petits jurés. Le juge prononcera leur sentence la semaine prochaine.

Ce matin, s'est instruit le procès de Joseph Emond, un charretier à l'emploi du Pacific Canadian, inculpé d'avoir volé une poche de vieux caoutchouc valant \$5.00. La cause est peu importante et dépourvue de tout intérêt, mais d'un côté et de l'autre, on a fait entendre pléthore de témoins. Le procès se terminera cependant cet après-midi.

Puis, il ne reste plus que quelques causes, dont deux, y compris celle d'Eva Boyle, inculpée de meurtre, seront probablement renvoyées à la session du mois de juin. M. Walsh disait qu'à la fin de la semaine l'ouvrage sera pratiquement terminé.

Demain s'ouvrira la cause d'O'Leary Leblanc, inculpé d'être cause de la mort de Pierre Mayer qu'il frappait à coups de poings, en novembre dernier.

LES EXPORTATIONS D'AUTOMOBILES

ELLES ATTEIGNENT AUX ETATS-UNIS LE CHIFFRE DE \$138,289,514.

New-York, 7. — D'après des statistiques élaborées par la Chambre de commerce National Automobile, les exportations d'automobiles en 1916 ont atteint le chiffre fabuleux de \$138,289,514, ce qui accuse une augmentation de \$13,000,000 environ sur celles de 1915.

Par contre, l'exportation des camions-automobiles, de 22,094 voitures donnant un total de \$59,839,303 en 1915, n'a été que de 18,903 en 1916, donnant la somme totale de \$52,870,774.

L'envoi d'automobiles de tourisme à l'étranger a été en 1916 de 61,947, d'une valeur de \$43,725,087, tandis qu'en 1915, 41,864 seulement avaient été exportés.

En 1916, l'on a expédié pour \$24,001,060 de parties d'automobiles, pour \$15,211,943 de pneus et \$2,480,650 de moteurs à essence.

POURSUITE CONTRE LA HUDSON BAY

A la demande de Victor Pross, garde-chasse, la Hudson Bay, fournisseur, devra comparaître devant le magistrat de Québec pour avoir gardé dans son établissement 70 peaux de castor en temps prohibé.

Le mandat d'amener a été pris par le procureur-général de Québec.

PAS DE PAIX CETTE ANNEE,

DIT CHURCHILL

L'ancien premier lord de l'amirauté parle, à la Chambre, de préparatifs pour la campagne de 1918, et voit, dans le blocus, l'écroulement des Allemands — Il faut anéantir la flotte allemande, avant de mettre bas les armes.

Londres, 7. — ("New York Sun"). — Un discours prononcé par Winston Churchill à la Chambre des communes, hier, demandant que l'on commence immédiatement la préparation de la campagne de 1918, laisse entendre que les nations alliées ne s'attendent pas à voir la fin de la guerre cette année.

M. Churchill croit fermement que le blocus forcera l'écroulement des puissances du centre et amènera la fin de la guerre en 1918 sans d'aussi grands sacrifices de vies qu'il serait nécessaire pour amener une décision immédiate. Cette vue est partagée par un grand nombre de personnes et la réputation de M. Churchill comme étant un homme qui d'habitude favorise plutôt l'action, donne une signification encore plus importante à sa déclaration.

Le gouvernement sait que les conditions internes en Allemagne et en Autriche-Hongrie sont très mauvaises et qu'elles deviennent pires rapidement, et comme les nations en arrière des lignes de combat s'affaiblissent de jour en jour et plus vite

que les armées, ces nations ne pourront supporter la pression indéfiniment.

Des hommes de l'école de Churchill, y compris le parti naval, croient qu'une continuation du blocus et de la pression économique va forcer l'Allemagne à envoyer ses flottes de haute mer en dehors pour un dernier effort désespéré. Cette action est désirée par les avocats des mesures extrêmes pour la destruction de la puissance navale de l'Allemagne, qui disent qu'aucune paix ne sera certaine tant que l'Allemagne possèdera sa flotte.

En attendant, il faut continuer la mobilisation des ressources de tout l'Empire et resserrer le blocus dans le but d'affaiblir les puissances du centre et de les amener à la soumission. Cette vue est renforcée par le fait que, à la Chambre des communes, A. Bonar Law a refusé la discussion du projet de loi pour la Salomonie, indiquant qu'un désir des critiques nombreuses, il va continuer, comme partie du plan général, à affaiblir les pays du centre.

NOUVELLE AVANCE VERS BAGDAD

LES ANGLAIS ONT REMPORTE HIER UN SUCCES SIGNALÉ A 28 MILLES DE LA VILLE CONVOITEE.

Londres, 7. — On a publié le bulletin officiel suivant:

Lundi après-midi, la cavalerie anglaise a livré combat à l'arrière-garde turque de Laji, à 9 milles au sud-est de Ctesiphon, Mesopotamie. Le matériel de guerre abandonné par l'ennemi étant éparpillé dans une région de 80 milles, nous n'avons pu encore opérer le dénombrement complet de notre butin. Nous sommes mis en train de rassembler le butin et de retirer les canons jetés dans le fleuve, et jusqu'à présent nous avons réuni 38 canons.

y compris ceux que nous avons pris sur les bateaux, et abstraction faite des mitrailleuses et des canons de tranchée.

Les Anglais sont maintenant à moins de 30 milles de Bagdad, Laji, qu'ils ont atteint, avant-hier, est situé à 28 milles de cette ville. Les experts militaires avaient prédit que les troupes ottomanes allaient continuer leur retraite jusqu'à Ctesiphon et qu'un combat décisif allait probablement s'engager à cet endroit.

L'IRLANDE VEUT ÊTRE LIBRE

M. O'CONNOR PRESENTE AUJOURD'HUI A LA CHAMBRE UNE MOTION DEMANDANT A L'ANGLETERRE DE TENIR SA PAROLE.

Londres, 7. — La probabilité que le premier ministre Lloyd George prendra part aujourd'hui au débat qui aura lieu à la Chambre des Communes sur la question irlandaise et définira l'attitude du gouvernement envers l'Irlande, soulève un grand intérêt. Le débat dépend d'une résolution qui sera présentée par P. P. O'Connor, au nom des Nationalistes. La résolution se lit comme suit: "Dans le but de donner encore plus de force aux Alliés dans leur effort pour faire reconnaître les droits égaux des petites nations et le principe de la nationalité contre le principe opposé allemand de la

domination militaire et du gouvernement sans le consentement des administrés, il est essentiel, sans plus de délai, de donner à l'Irlande les institutions libres qu'on lui a promises depuis longtemps. On s'attend à ce qu'un amendement exprimant le désir de la Chambre de voir le règlement de cette question sans contrainte pour aucune partie de l'opinion irlandaise soit présenté de la part du gouvernement et adopté comme attitude officielle. John Redmond, qui a été malade, espère être assez bien pour parler et sir John Lonsdale s'est précipité à expliquer les vues des Unionistes irlandais.

LES NAVIRES AMERICAINS SERONT ARMES?

Washington, 7. — L'impression que les navires de commerce des Etats-Unis seront armés à bref délai, s'est répandue davantage aujourd'hui, à la suite de conférences tenues par M. Wilson et les sénateurs démocrates.

Les sénateurs démocrates se sont ensuite rendus en hâte au Congrès pour conférer avec les sénateurs républicains, et leur soumettre un projet limitant la durée des débats que les démocrates espèrent amener sur le tapis, demain.

LES POILUS FONT DES PRISONNIERS

UNE HEUREUSE ATTAQUE PAR SURPRISE A QUENNEVIERES.

Paris, 7. — Communiqué officiel de cet après-midi: Entre l'Oise et l'Aisne, nous avons dirigé une attaque par surprise contre les tranchées allemandes à Quennevrières, et avons ramené 15 prisonniers. Dans l'Argonne, dans le voisinage de Four-de-Paris, nous avons fait exploser une mine et avons occupé le cratère.

Les Allemands ont tenté de livrer plusieurs attaques à l'improviste, au nord-est de Flirey, dans le bois de Bouchot, au nord de Saint-Mihiel et dans les environs d'Amnertzwiler. Nous avons arrêté sur-le-champ ces attaques par notre tir de barrage, et nous avons infligé des pertes à l'ennemi. Nuit calme sur le restant du front.

L'adjudant Casale a abattu hier son dixième avion teuton, qui est tombé dans la région de Dieppe. Un de nos pilotes a été abattu, près de Rumpier et est tombé dans nos lignes, au nord de Laval, dans la Marne.

BULLETIN DE BERLIN.

Berlin, par Sayville, 7. — Les troupes françaises, dit le communiqué officiel du jour, ont lancé une attaque contre les nouvelles positions allemandes au bois Caurières, au nord-est de Verdun. Elles ont subi un échec, grâce à l'artillerie allemande.

On signale de vifs combats d'artillerie dans les régions d'Arras, sur la Scarpe, et de la Somme sur les deux rives de l'Ancre, et de même en Champagne, et sur les rives guéches de la Meuse. Les éclaireurs et les patrouilleurs se sont livrés de furieux engagements.

La belle température a aidé les aviateurs dans l'accomplissement de leur tâche. Quinze aéroplanes ennemis ont été abattus, ainsi qu'un aéroplane allemand.

LES TURCS SONT FORCES DE RECULER

LES ANGLAIS LES OBLIGENT A ABANDONNER UNE FORTE POSITION A SHEIKH NURAN, EN EGYPT.

Londres, 7. — Un rapport officiel de l'Egypte dit que les Turcs ont abandonné une forte position dans le voisinage de Sheikh Nuran, à l'ouest de Shellah. En voici le texte: "Devant l'avance de nos troupes, les Turcs ont évacué une très forte position dans le voisinage de Sheikh Nuran, à l'ouest de Shellah, après avoir dépensé deux mois à établir un formidable système de défense."

Hier, nous avons effectué une série de bombardement contre les troupes ennemies, les convois, le matériel, les voies ferrées, lançant environ dix explosifs à grande déflagration. Le personnel et le matériel ont considérablement souffert.

Shellah est situé dans la haute Egypte, le long du Nil, à environ 500 milles au sud du Caire. Récemment, on n'a pas signalé d'engagements dans la contrée. Pendant la guerre, des soulèvements ont eu lieu dans diverses parties du pays. Mais d'après les dépêches, les détachements conduits par les officiers turcs avaient gagné peu de terrain jusqu'ici.

CAUSERIE DE M. H. CHEVRIER

A l'heure où nous mettons sous presse, M. Horace Chevrier, de Ninipies, hôte d'honneur de l'Association de publicité de Montréal, à la salle rose du Windsor, prononce un discours sur l'importance d'une plus grande coopération entre le public et les marchands en détail.

Un lunch, sous les auspices de l'Association des marchands détaillants du Canada, succursale de Montréal, a précédé le discours.

PAS \$1,000,000

MAIS

\$250,000

M. U.-H. DANDURAND AURAIT-IL VISE JUSTE? — UN BEAU GESTE DE L'ECHEVIN VANDELAC — ENCORE UNE REPONSE DU MAIRE A M. VILLENEUVE — APPEL AUX CITOYENS — SUGGESTIONS.

M. U.-H. Dandurand, président du comité local du Fonds patriotique, aurait-il visé juste? On a fait courir les bruits qu'en demandant un million à la ville, il n'avait l'intention de recevoir qu'un quart de cette somme. Selon toutes les apparences, il est presque certain que le conseil se rendra à ses désirs cachés; un échevin nous a laissé entendre au cours de la matinée que la commission de législation recommanderait de ne voter que \$250,000 au Fonds patriotique et à la Croix-Rouge.

"Nous devons nous réunir demain matin à 11 heures, a-t-il dit, pour discuter la question de la désormais fameuse souscription. Je puis vous dire que la majorité des échevins est actuellement en faveur du quart de million, mais pas plus."

A LA DISPOSITION DES SOLDATS A l'heure où se fait une active campagne pour permettre aux soldats de retour du front ainsi qu'à tous ceux qui sont versés dans la culture des jardins de transformer en jardins tous les terrains vagues de l'île de Montréal, le gouvernement et le Fonds patriotique seront bien aises d'apprendre que l'échevin Vandellac peut mettre 100 terres et plus à leur disposition pour cette fin.

"Les personnes qui voudront aller faire de la culture intensive sur mes terres de Terrebonne et de Saint-Thérèse n'ont qu'à m'en prévenir. Elles pourront s'en servir pendant une période de cinq ans sans me donner un seul sou."

Les terres de l'échevin Vandellac sont très avantageusement situées dans ces deux localités; elles se trouvent à une faible distance des stations de chemins de fer. Comme "elles ne sont pas bâties" elles permettront à ceux qui veulent y aller d'avoir un accès facile. Ces terres comptent de 20 à 75 arpents en longueur. Elles ont déjà été cultivées et ont donné un excellent rendement.

"J'ai eu l'occasion de les visiter, a dit le maire, et je puis dire que ce sont des terres très productives pour les jardinages; c'est de la terre noire. C'est tout dire, n'est-ce pas?"

Et son Honneur d'ajouter: "Il conviendrait donc de féliciter chaleureusement l'échevin Vandellac pour ce qu'il vient de faire; c'est certes un beau geste de sa part."

LE MAIRE PROTESTE

A la réunion de ce matin, au bureau des commissaires, le maire a protesté, tant en son propre nom qu'en celui de ses collègues, contre les récents propos tenus par M. le commissaire Villeneuve.

"D'après lui", a dit le maire, "tout le monde est malhonnête ou incapable. Je ne sais de qui il veut parler. Si c'est de moi, je ne prendrai pas la peine de lui répondre. Mais s'il s'agit des autres, alors, je n'y comprends plus rien. En effet, M. Ross, pour commencer par lui, n'est-il pas un parfait gentilhomme? Et le commissaire Ainey, que peut-on lui reprocher? Quant au commissaire Côté, il a rendu de grands services à la ville, depuis qu'il est ici: il a épargné deux millions sur le budget du département des travaux publics."

"Je ne pouvais pas laisser passer inaperçue une semblable attaque et il était de mon devoir, en toute justice pour mes collègues, d'y répondre."

"Le commissaire Villeneuve se compare à l'ancien commissaire Wanklyn et parle de désaccord dans le passé. M. Wanklyn et ses collègues s'entendaient parfaitement bien et, s'il a démissionné, c'est parce qu'il avait en vue une situation plus avantageuse. Ses collègues d'alors, le Dr. Lachapelle, MM. Dupuis et Godfrey, échappèrent à tout reproche. Ils étaient à cent coudées au-dessus de M. Villeneuve."

DES SUGGESTIONS.

— La commission échevinale chargée d'étudier la question du transport des voyageurs et des marchandises dans les rues de la ville, tiendra sa prochaine séance demain soir, à 8 heures, à l'hôtel de ville. Elle prie tous les citoyens qui auraient à lui faire des suggestions à ce sujet de bien vouloir venir la rencontrer à l'heure fixée dans la salle qui sert d'antichambre à celle du Conseil. L'échevin Elie fait un appel tout spécial à ses électeurs de Saint-Gabriel, de Ville-Émard et de la Côte Saint-Paul.

— On prête l'intention à M. Villeneuve de réunir sous peu ses chefs d'élection pour savoir quelle décision il doit prendre au sujet de ses velléités de démission.

— Les citoyens du quartier Hochelaga, qui sont affectés par les pentes douces, devant la ville, ont une quarantaine d'actions à la ville. Il est tout probable cependant qu'on en vienne à un arrangement avant quarante-huit heures.

— L'échevin Lamarre dit qu'il n'en "veut pas aux cultivateurs", mais qu'il continuera sa campagne pour faire augmenter les taxes qu'ils doivent payer pour avoir la permission de vendre leurs produits aux marchés municipaux.

— M. Côté est de retour à l'hôtel de ville.

Où Acheter Demain

(Enregistré conformément à la loi du Parlement du Canada, par L.-P. Desloges, charpentier, au Ministère de l'Agriculture.)

Vallières Libres **RABAIS SPECIAUX**
Angle S.-Catherine et Montcalm

Nouveaux challs à grand patron, pour kimono, dans les nouvelles couleurs. Prix spécial . . . 25c
Nouvelle mousseline, très étroite et large, aussi fleurie, pour robes et blouses. Prix spécial . . . 15c
Nouvelle ripperette pour robes d'enfants, garantie de couleurs. Prix spécial . . . 20c

TEL. EST 4510
Ongis Frères
Le Magasin du Peuple
447 EST, SAINTE-CATHERINE.

Paniers à papier.
Paniers à ouvrage.
Paniers à fleurs.
Valeurs de .25 à 5.00. Pour écouler à . . . 12 1/2 à 2.50

Paniers à lunch.
Paniers à marché.
Paniers à bonbons, Etc., Etc.

Hâtez-vous de vous procurer
UN KODAK OU UN CAMERA
afin de garder un souvenir des plus beaux paysages de l'hiver. Prix, de \$1.00 à \$100.00.
A L'AGENCE SPECIALE
J.-H. ROBERT
1185 rue Saint-Denis angle Mont-Royal
Catalogue gratuit sur demande.

Cinéma PASSE-TEMPS Cinéma
MERCREDI, DERNIER JOUR
Grande reprise GERALDINE FARRAR, dans son plus grand triomphe
"TENTATION"
Première fois à Montréal
"L'INDUSTRIE DE LA SOIE"
Vue en couleurs naturelles, prise au Japon par la Cie Pathé
Comédie
FRANK DANIEL dans
"L'ACCIDENT"
Jeu, Vendredi seulement, LE SILENCE, interprété par Clara Kimball Young, sous la direction d'ALBERT CAPELLANI. Cette vue est mieux que "LA LOI COMMUNE" et supérieure à "LA VIERGE FOLLE".

Vous serez bien servis
Si vous venez acheter chez Valiquette.
Vous aurez le plaisir d'avoir le plus grand choix, ce qui est important et qui nous permet d'avoir pour satisfaire toutes les bourses.
Nos prix sont les plus bas.
Il nous ferait plaisir de vous faire visiter nos différents rayons, avant que de faire vos achats.
Nous sommes prêts à vous donner des estimés gratuitement et envoyer quelqu'un chez vous, pour les mesures de vos tapis, carreaux ou linoléums. . .
Notre décorateur vous fera un croquis de vos fenêtres décorées, quel que soit le genre que vous désirez.

Palais de l'ameublement
ANGLO
ST-ANDRE ET
ST-CATHERINE
471-477 RUE STE-CATHERINE EST

EMPRUNT DE GUERRE
Nous offrons nos services gratuits pour l'achat des obligations du nouvel emprunt de Guerre Canadien.
Le prospectus officiel paraîtra lundi prochain, le 12 mars, et nous serons heureux de le faire parvenir à tous ceux qui nous en feront la demande.

RENE-T. LECLERC
Valeurs de Placement
160 rue Saint-Jacques - - - - - MONTREAL
Téléphones: Main 1260 et 1261

Décès A MONTREAL
BERTHAUME, Célestin, 1 an, enfant d'Antoine Berthiaume, peintre, rue Plessis, 449.
BOUCHER, Louis, 56 ans, machiniste, rue Mullerky, 236.
BOIS, Charles, 75 ans, journaliste, rue Beu-ressa, 27.
DESMOND, L. A., Adèle Poitrier, 64 ans, veuve de Napoleon Desmoulin, hôtelier, Ave. Maplewood, 879.
DORRIN, Olier, 38 ans, menuisier, rue de Gaspé, 844.
GAUTHIER, Valida Deltale, 31 ans, épouse de Déodat Gauthier, serrurier, rue Chapleau, 1287.
GALABRNEAU, Antoine, 16 ans, fils d'Oscar Galabrneau, argenteur, rue de Laroche, 1297.
JOHN, Simone, 1 an, enfant de Georges John, marchand, rue Panet, 378.
LACOMBE, Germain, 10 ans, enfant de Tré-rie Lacombe, carillonneur, rue Bordeaux, 697.
LACAPPE, Philomène Bonneau, 69 ans, veuve de Jos. Lacap, menuisier, rue Payette, 21.
LACHANCE, Roland, 1 an, enfant de Henri Lachance, comptable, rue Carrière, 209.
MEUNIER, Flore, 13 ans, fille de Corné-lius Meunier, ingénieur civil, N.-D. de Liesse.
MEUNIER, Florence Costigan, 24 ans, épouse de Théophile Meunier, charretier, rue Williams, 667.
MAHER, Simone, 4 mois, enfant de William Maher, boucher, rue Henri-Julien, 1878.
NADON, Edouard, 3 ans, enfant d'Adelard Nadon, journaliste, rue Gatineau, 43.
NOEL, Albert, journaliste, 34 ans, rue Saint-Germain, 163.
POITRIER, Simone, 3 ans, enfant d'Omé-ri Poitrier, boucher, des Seigneurs, 392.
ROCHHAUD, Annette, 1 an, enfant de Charles Rochhaud, forgeron, rue Stada-conn, 252.
ROBIN-LAPORTE, Léon, 68 ans, forgeron, rue Girard, 303.
SAMUEL, Eugène, 3 ans, et Céleste, 2 ans, enfants de Léopold Samuel, journaliste, rue Drapeau, 266.
SECOURS, Laurin, 1 an, enfant d'Omé-ri Secours, charretier, rue Sainte-Marie, 112.
VIAL, Gaston, 7 mois, enfant d'Albert Vial, barbier, rue Rachel, 25.